



LE JOURNAL DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION CGT • www.filpac-cgt.fr

impac

• mars-avril 2019
CPPAP : 0715 S 07535
numéro

178

• 2,50€

FILIÈRE PAPIER / PAGE 18

ArjoWiggins
Le crève-cœur de
Jouy-sur-Morin

L'ÉVÉNEMENT / PAGE 28

Venezuela, Cuba,
Nicaragua
La triple cible de Trump

ENTRETIEN / PAGE 32

Bernard Friot
« Nous pouvons organiser
nous-mêmes le travail, sans
employeurs ni prêteurs »



JAUNE OU ROUGE
UN MOUVEMENT INÉDIT
ET PROFOND

PAGES 4-16 > GRAND FORMAT
ANALYSE, COMMENTAIRE, REPORTAGE,
CHRONOLOGIE...

impac /178/ sommaire



4/16



28/29



30



32



38/39

GRAND FORMAT pages 4-16

MOUVEMENT GILETS JAUNES

Jaune ou rouge, un mouvement inédit et profond

Passer du jaune au rouge page 5

Paroles jaunes en vrac page 9

Un mouvement en gestation page 15

FILIÈRE PAPIER pages 18-21

Le crève-cœur de Jouy-sur-Morin

Mobilisations, espoirs et questions

LIBERTÉ DE LA PRESSE page 22

Mobilisation générale pour la liberté de l'information

L'ACTU FRANCE pages 24-25

L'ACTU MONDE pages 26-27

L'ÉVÈNEMENT pages 28-31

Venezuela, Cuba, Nicaragua

La triple cible de Donald

Trump page 28

Studio FILPAC vu

par Rust page 30

ENTRETIEN pages 32-34

Bernard Friot :

« Nous pouvons organiser nous-mêmes le travail, sans employeurs, ni prêteurs »

LECTURES pages 36-37

FILIÈRE LIVRE pages 38-39

Librairie Torcat à Perpignan

« La force d'une librairie, c'est sa subjectivité »

BILLET D'HUMEUR (mauvaise...)

page 40

Ils courent après leurs affaires...



impac n°178 - mars-avril 2019 - CPPAP 0715 S 07535

Le journal des travailleurs des industries du Livre, du Papier et de la Communication CGT

Directeur de la publication : Patrick Bauret

Ont participé à ce numéro : Anne de Haro, Gérard Devienne, Jacques Dimet, Anne Duvivier, Yvon Huet,

Pascal Le Boulc'h, Pascal Lefebvre, Julien Sevrin /

Coordination : Pascal Le Boulc'h, Jacques Dimet / Maquette, direction artistique : Frédéric Joffre /

Correction : Philippe Zirn, Anne Duvivier / Photos : FILPAC CGT, Yvon Huet, Stock, D.R. / Illustrations : Rust /

FILPAC CGT : Case 426 - 263, rue de Paris - 93154 Montreuil Cedex - filpac@filpac-cgt.fr - www.filpac-cgt.fr -

Tél. : 01 55 82 85 74 / Imprimerie RIVET, 87000 Limoges.



La FILPAC CGT respecte les règles de triage ecocitoyen pour toutes ses publications



Pour un printemps de luttes sociales inédites !

 PATRICK BAURET,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FILPAC CGT

Macron, droit dans ses bottes, entame la seconde phase de la destruction de la « Sociale ». La mise à mort programmée par Kessler, ancien dirigeant du MEDEF, du régime de retraite par répartition est à l'œuvre. Les « couacs » de langage sur l'allongement de la durée d'exploitation de notre force de travail entre le haut-commissaire Delevoye et la ministre de la Santé Agnès Buzyn, comme ceux du Premier ministre ne trompent personne. Leur objectif commun est bien de réduire l'accès à la retraite pour toutes et tous, de diminuer le montant des pensions à percevoir tant pour les retraités actuels que les futurs. Leur projet de système de retraite universel par points consiste à en finir avec le régime de Sécurité sociale financé par les cotisations sociales, notre salaire différé. Il s'agit de mettre notre retraite dans les mains de l'État qui, en fonction de ses priorités budgétaires, fera varier le point, donc le niveau des retraites de tout un chacun. Les marchés financiers ne sont pas oubliés puisque la gestion du futur système leur sera à court terme déléguée. L'heure n'est plus à la sidération devant l'énormité de l'attaque. Nous avons besoin de faire naître une mobilisation sociale d'une ampleur inégalée dans notre pays pour combattre cette attaque sans précédent sur notre système de retraite. Pour cela,

“

Il s'agit de mettre notre retraite dans les mains de l'État qui, en fonction de ses priorités budgétaires, fera varier le point, donc le niveau des retraites de tout un chacun. ”

il nous faut aller à l'explication, à l'argumentation contre ce projet mortel du MEDEF porté par le macronisme avec l'aide de leurs serviles auxiliaires syndicaux, à l'image de la CFDT. Alors même que nombre de retraités se mobilisent, tant avec leurs organisations syndicales qu'avec les Gilets jaunes, pour dénoncer la paupérisation de leur existence, le gouvernement continue son massacre antisocial. Le fumeux « grand débat », censé répondre, au dire du président des ultra riches, aux préoccupations de celles et ceux qui descendent dans les rues, occupent les ronds-points et se mobilisent dans les entreprises, n'abordera pas cette question centrale

d'une retraite respectant la dignité sociale et humaine des travailleurs fatigués et usés par 42 années d'exploitation.

Il s'agit pour notre organisation syndicale d'imposer une vision d'un régime de retraite moderne qui se construit sur les cotisations sociales et la création de richesse grâce au travail.

Une retraite à 60 ans avec un taux de remplacement au minimum de 75 % du salaire minimum soit, pour la CGT, une pension plancher de 1 200 euros nets.

Une réelle retraite anticipée pour celles et ceux qui ont subi des rythmes et des conditions de travail particulièrement difficiles.

Le pouvoir macronien est dans une impasse économique et politique, alors il tente de s'en sortir par toujours plus d'austérité sociale.

Sa politique de répression par la force, quitte à mutiler les manifestants, et par l'utilisation d'une justice aux ordres des puissants démontre la fébrilité d'un pouvoir ultra minoritaire corrompu par les forces de l'argent.

Malgré cette répression sauvage, les enseignants sont par dizaines dans les rues, dénonçant les réformes Blanquer, chantre de la sélection sociale et de la casse de l'école de la République.

Les travailleurs de la Fonction publique se mobilisent contre la remise en cause du statut et la casse des établissements au service de toutes les citoyennes et tous les citoyens.

Les hospitaliers sont vent debout contre une énième réforme privatisant l'hôpital public, fermant des maternités de proximité, créant des usines de la santé déshumanisées.

Les Gilets jaunes réunis à Saint-Nazaire définissent les contours des mobilisations à venir contre les injustices sociales.

Dans notre fédération, les papetiers de Crèvecœur, de Bessé-sur-Braye et du Bourray restent mobilisés et occupent leurs papeteries pour exiger que l'État joue son rôle d'acteur industriel et nationalise ces sites pour l'euro symbolique, permettant ainsi leur reprise par de nouveaux intervenants industriels.

Les travailleurs des messageries Presstalis et des SAD arrêtent le travail pour exiger du gouvernement de revenir sur sa loi de destruction de la loi Bichet.

Leur combat doit devenir celui de tous les travailleurs de la presse et plus largement devenir un combat citoyen car il s'agit pour notre pays de conserver une presse libre et pluraliste, accessible à l'ensemble de la population.

L'heure est à la mobilisation générale. Les postures doivent s'effacer devant la défense de l'intérêt commun.

Ensemble et unis tout devient possible ! ●



JAUNE OU ROUGE

UN MOUVEMENT INÉDIT ET PROFOND

Les semaines s'égrenent et les manifs se suivent. Chaque samedi, parfois le dimanche, les Gilets jaunes descendent dans la rue. La semaine, ils sont encore plusieurs centaines – voire des milliers – à tenir quelques ronds-points qui n'ont pas encore été « dégagés » par la police ou la maréchaussée. Des manifs, des grèves, il y en a aussi en semaine, notamment à l'appel de la CGT. Un front syndical unitaire commence à apparaître. Le mouvement des Gilets jaunes est révélateur de l'état du pays et si les revendications sociales donnent désormais une ossature à ce mouvement inédit, il n'empêche que la satisfaction des revendications ne pourra venir que d'une amplification des actions dans les entreprises et sur les lieux de travail, là où l'on touche du doigt la contradiction entre le capital et le travail. Le pouvoir macronien, dans la poursuite de l'action répressive d'un Manuel Valls, a joué la carte de la violence et de l'intimidation.

Sur le plan politique, il a cru pouvoir s'en sortir par le lancement d'un grand débat qui, il faut bien le dire, a fait flop, le président ramenant le concept de dialogue à un one man show qui en a lassé plus d'un. Emmanuel Macron ne veut rien céder. Christophe Castaner a démontré deux mois d'impuissance et d'incompétence. Des blessés par milliers, des centaines de mutilés, des condamnations à de la prison ferme qui s'enchaînent. La seule issue au cycle de violences dans lequel se complaît le président de la République est de satisfaire les revendications tant sociales que démocratiques, en premier lieu sur la question du salaire, des revenus et de la justice fiscale.

PASSER DU JAUNE AU ROUGE

Le mouvement des Gilets jaunes bouscule la donne sociale. Le mouvement social ne sera gagnant que si le fer est porté dans l'entreprise.

 PASCAL LEFÈVRE

Loin d'être une bataille sur la couleur du gilet, l'irruption de la colère sociale pose en grand la problématique sociale évacuée par ce pouvoir comme par les précédents. Sa singularité est dans le fait qu'il ne se retrouve pas aujourd'hui dans les organisations de progrès social. Pourquoi ? Tenter de répondre à cette question, c'est ouvrir le chemin des possibles pour le rassemblement des forces sociales dans le but de changer cette société inhumaine.

DE LA GENÈSE AUX ÉVOLUTIONS MULTIPLES D'UN MOUVEMENT SOCIAL INÉDIT

Parti d'une nouvelle taxe portant sur les carburants, le mouvement des Gilets jaunes s'est organisé avec une rapidité déconcertante grâce notamment aux réseaux sociaux d'Internet.

Constitué de citoyens aux conditions sociales diverses, regroupant patrons-artisans, retraités, salariés des TPE, du commerce, privés d'emplois et précaires du travail, le mouvement regroupe toutes celles et tous ceux ne trouvent pas de relais pour exprimer le ras-le-bol de leur difficulté à vivre.

Il symbolise cette frange de la population rurale et péri-urbaine qui voit ses conditions de vie se dégrader au rythme des politiques d'austérité sociale, de suppression des services publics de proximité, de désertification des territoires, de la désindustrialisation du pays.

Si les « élites » ont dès le début eu cette arrogance du mépris de classe si caractéristique de leur politique libérale, elles ont été surprises par la durée et la détermination des « insurgés » de la République.

Si certains ont voulu y voir l'expression d'un populisme d'extrême droite, réels dans certains endroits, nombreux ont été surpris par le contenu des revendications sociales de celles et ceux qui occupaient les ronds-points et défilaient les samedis. De la taxe carbone, on passe à la restauration de l'ISF (impôt sur la fortune), à la revendication d'une justice fiscale imposant les riches pour détaxer le peuple, à des revendications d'augmentation des pensions et des salaires, à plus de moyens pour les services publics et leur réimplantation dans les territoires, à une autre réforme du système éducatif, en un mot à un changement radical de politique du pays.

Les « grands » médias ont comme d'habitude joué leur rôle de garde-chiourme d'une bourgeoisie inquiète de l'extension d'un mouvement imprévu et imprévisible.

Stigmatisant la mobilisation en exaltés racistes et fascistes, dé-

nigrant le contenu comme la forme, mettant en exergue des « violences » de rues tout est mis en place par le pouvoir de classe pour catégoriser les Gilets jaunes en « benêts » incultes et irresponsables.

Le mouvement devenu rapidement très majoritaire dans la population en métropole, s'étendant aux TOM, oblige le gouvernement et le président des ultra-riches à en prendre la mesure réelle.

Les « mesurette » annoncées en fin d'année par Macron ne font pas illusion même si elles soulagent très momentanément les ménages les plus modestes, tout au plus une semaine.

La preuve que tous les efforts déployés par un exécutif impopulaire ne prennent pas, la mobilisation ne faiblit pas, bien au contraire.

FORCES ET FAIBLESSES D'UN MOUVEMENT POPULAIRE PROTEIFORME

La diversité de catégories sociales de celles et ceux qui composent le mouvement des Gilets jaunes amène parfois à une difficulté d'une construction revendicative cohérente.

La structuration de leur mouvement à partir des réseaux sociaux fragilise l'homogénéisation

**LES « GRANDS » MÉDIAS ONT COMME
D'HABITUDE JOUÉ LEUR RÔLE DE GARDE-
CHIOURME D'UNE BOURGEOISIE INQUIÈTE DE
L'EXTENSION D'UN MOUVEMENT IMPRÉVU ET
IMPRÉVISIBLE.**





revendicative et laisse une porte ouverte à un populisme opportuniste dans lequel la facho-sphère a tenté une entrée qu'elle a ratée.

Ceux qui s'étonnent que, sur une minorité de ronds-points, certains « frontistes » adeptes des idées les plus racistes puissent s'exprimer si librement, semblent méconnaître la propagation de ces thèses dans une partie toujours plus importante de la population.

La pauvreté gagnant du terrain, elle amène, dans son cortège de violence, la bête immonde tapie dans les interstices des plis d'une société devenue inhumaine où le repli clanique et le communautarisme deviennent un semblant de bouclier contre les affres de la misère.

Fait rassurant, la très grande majorité des Gilets jaunes rejette les thèses xénophobes et anti-sémites. Les déclarations se multiplient pour condamner les actes et propos racistes. Cela explique certainement pourquoi le clan Le Pen prend ses distances avec ce mouvement social et réclame une répression toujours plus féroce contre celles et ceux qui se mobilisent tous les samedis.

Mais, faute d'une organisation structurée permettant la construction revendicative cohérente et une démocratie au sein du mouvement, la stratégie du pouvoir jouant l'épuisement et la répression violente risque d'éteindre momentanément la forme actuelle de cette mobilisation inédite.

LA RÉPRESSION POLICIÈRE VIOLENTE DONT LES GILETS JAUNES FONT L'OBJET DÉMONTRE QUE, FACE À CE MOUVEMENT SOCIAL MULTIFORME, LA SEULE RÉPONSE D'UN EXÉCUTIF DÉBOUSSOLÉ ET INQUIET, [...] N'EST AUTRE QUE CELLE DE FORCES DE L'ORDRE TRAVESTIES EN NERVIS DU CAPITAL.

Pour autant, cette faiblesse structurelle devient une force incontrôlable pour le pouvoir, tant ses facettes sont nombreuses et changeantes.

La répression policière violente dont les Gilets jaunes font l'objet démontre que, face à ce mouvement social multiforme, la seule réponse d'un exécutif déboussolé et inquiet, rompu aux acteurs par trop institutionnels, n'est autre que celle de forces de l'ordre travesties en nervis du capital.

Cette force consciente est insupportable pour l'establishment rôdé aux jeux de rôle avec les acteurs sociaux traditionnels. Les réponses habituelles et vides de sens ne font plus illusion.

Point de négociateurs identifiés, autant de responsables que de Gilets jaunes, le gouvernement désarçonné par ces sans-culottes du XXI^e siècle, ne trouve aucune parade satisfaisante et populaire.

Semaine après semaine devant tant d'impuissance, celui qui se prend pour Jupiter sombre dans un régime réactionnaire aux accents d'un État policier proche des régimes les plus brutaux existant dans le monde.

QUAND L'AUBE DU CHANGEMENT SOCIAL SE HEURTE AU CRÉPUSCULE DE LA RÉACTION BOURGEOISE

En réponse à cette nouvelle « jacquerie », le monarque élyséen tente d'appeler à une forme de nouveaux états généraux par l'entremise d'un « grand débat ». Sa lettre à son bon peuple se veut une aide pour les débats en orientant ces derniers sur les sujets « importants », leur évitant ainsi d'aborder de mauvais sujets, tels que le rétablissement de l'ISF ou encore la fin des politiques d'austérité sociale, voire pis, d'aller vers une répartition des richesses plus égalitaire.

Le grand « débat » doit tourner autour de la nécessité de réduire les services publics, de privatiser l'action publique, de libérer les entreprises des restes du carcan du Code du travail, des cotisations sociales pour enfin mettre sur les rails la start-up Nation ! Mais seulement comprendront-ils ces « sans-dents », celles et ceux qui ne veulent pas même traverser une rue pour aller au boulot ? Comme la carotte (suppression de la taxe carbone, primes non-cotisées, tout comme les heures supplémentaires, et revalorisation anticipée de la prime d'activité) ne suffit plus, seul le bâton peut soumettre ces Gaulois récalcitrants.

À la violence du mépris de classe s'ajoute celle d'une police transformée en milice des ultra-riches mutilant les manifestants, frappant avec haine des citoyens aux abois. Quant à la justice, elle devient expéditive et embastille les manifestants comme des délinquants. La police comme la justice se



L'ATTITUDE QUE NOUS DEVRIONS AVOIR N'EST-ELLE PAS CELLE DE PRENDRE LANGUE AVEC CELLES ET CEUX QUI MANIFESTENT TOUS LES SAMEDIS, QUI ONT OCCUPÉ LES RONDS-POINTS COMME CELA SE FAIT DANS CERTAINES PARTIES DU TERRITOIRE ?

calquent sur celles d'Erdogan pour empêcher cette vague populaire de changer l'ordre des choses.

La Start-up Nation se mue en régime autoritaire pour devenir the « Big Brother Nation ». La loi « anticasseurs » du ministre Castaner, au passé trouble, est condamnée par l'Europe comme une loi enfrenant les dispositions essentielles des libertés individuelles et collectives des citoyens.

Le droit fondamental d'expression, de manifester est remis en cause. L'Europe en vient à condamner aussi l'utilisation de moyens et de projectiles interdits car considérés comme armes de guerre donc disproportionnées pour des utilisations relatives au maintien de l'ordre.

La liberté de la presse est aussi remise en cause, comme les attaques venant du procureur de la République, désigné par Macron, contre *Médiapart* jusqu'aux tentatives de perquisitions dans les locaux du journal. Les libertés d'expression syndicale, politique sont bafouées régulièrement ramenant notre pays au rang des gouvernements les plus odieux (Hongrie, Pologne, Italie, Russie, etc.) De telles exactions d'un pouvoir politique n'ont pas été commises depuis 1961 et 1962 au paroxysme de la guerre d'Algérie.

La dérive totalitaire est aux portes de notre République et rien n'indique que celui qui dirige notre pays ne sombre pas d'ici peu vers ce type de régime, tant sa faiblesse politique et ses déséquilibres sont importants. Celui que toute l'Europe bien-pensante adoubaient dès son élection est devenu infréquentable, ridicule et surtout inquiétant tant ses dérives autocratiques préoccupent. Poussés par une bourgeoisie affolée et un patronat déterminé à en découdre avec le monde du travail, la présidence et son gouvernement de combat sont prêts à tout, y compris à faire ressurgir la bête immonde déjà réveillée et de plus en plus alerte.

Certains rentiers s'inquiètent de voir leur système d'exploitation humaine et des richesses naturelles, qui leur a permis de s'enrichir, vaciller sous les coups d'une jeunesse, de peuples mobilisés tant sur les questions sociales que sur celles de l'environnement.

Cette jonction entre Gilets jaunes, rouges et verts symbolise une convergence redoutable pour les tenants d'un système politique et économique à bout de souffle.

La multiplicité des mobilisations sociales et écologiques à travers toute la planète pose en grand la compatibilité entre le capitalisme et la sauvegarde de l'humanité et de notre planète. Un nouveau jour se lève porteur d'espoir, poussé par une jeunesse lucide, déterminée, revendiquant une autre société faite de justice sociale, de préservation de la biodiversité, de sauvegarde de l'humanité.



QUELLE PLACE ET QUEL RÔLE POUR LE SYNDICALISME DE TRANSFORMATION SOCIALE ?

Dans ce contexte de crise politique majeure, crise économique systémique larvée, et de crise écologique catastrophique, tout devient possible, le meilleur comme le pire.

Si le syndicalisme est plus que jamais divisé quant à l'irruption sociale des Gilets jaunes et la pérennité de leurs actions, la CGT continue de rencontrer aussi des difficultés face à ce mouvement inédit.

Si la dimension protéiforme de cette mobilisation n'a pas permis au début de déceler ce qui était sous-jacent, la question sociale, la première déclaration de la CGT ainsi que celle de l'inter-syndicale condamnant « les violences » des manifestants ont relégué notre organisation syndicale au même rang que les plus réformistes.

Certes, la responsabilité patronale dans la situation sociale n'est pas suffisamment pointée et le discours relayé initialement a porté sur les taxes et impôts qui asphyxient et paupérisent nombre de foyers.

L'analyse de classe peut faire défaut de prime abord, mais comment s'en étonner quand les organisations politiques et les forces sociales qui sont censées l'incarner subissent une désaffection militante continue pour plusieurs raisons.

L'attitude que nous devrions avoir n'est-elle pas celle de prendre langue avec celles et ceux qui manifestent tous les samedis, qui ont occupé les ronds-points comme cela se fait dans certaines parties du territoire ? La convergence des luttes ne doit-elle pas prendre des chemins inconnus,



innover avec des citoyens qui s'engagent, même seulement partiellement sur nos bases de classe ? Nombre de travailleurs sont sur les ronds-points et manifestent le samedi, y compris des syndiqués issus de nos rangs. Certains militants préfèrent se mobiliser les samedis plutôt qu'être présents lors des cortèges syndicaux appelés par les centrales.

Le fait que ce mouvement atypique ait obtenu des « avancées » sociales, qui ne dupent pas grand monde certes, mais qui répondent à l'urgence sociale de certains, accentue ce sentiment d'inefficacité des mobilisations syndicales.

Tout cela doit nous poser question et nous interroger sur les formes d'actions à adopter par notre organisation syndicale.

Mais surtout, cette situation doit nous interpeller sur le lien essentiel que notre syndicalisme doit renouer avec les travailleurs qui sont encore sans contact avec nos syndicats CGT.

Force est de constater que la fragmentation du monde du travail en multiples statuts essaime le salariat en une myriade de situations professionnelles accentuant la division de sa classe sociale.

Face à la jeunesse qui innove par une action mondiale de grève, quelle attitude adopter pour que son engagement à l'écologie sociale, de justice, d'égalité, de solidarité entre les peuples converge avec notre mouvement d'émancipation sociétale ?

MAIS SURTOUT, CETTE SITUATION DOIT NOUS INTERPELLER SUR LE LIEN ESSENTIEL QUE NOTRE SYNDICALISME DOIT RENOUER AVEC LES TRAVAILLEURS QUI SONT ENCORE SANS CONTACT AVEC NOS SYNDICATS CGT.



La « marche du siècle », si elle est un premier pas de convergence, demeure insuffisante au regard des enjeux posés.

La distance entre la jeunesse et le mouvement syndical demeure un fossé qui ne se comble pas, moins de 5 % d'entre eux étant syndiqués.

La ringardisation des organisations syndicales auprès de la population, orchestrée par le patronat et fortement relayée par le gouvernement Macron dans les médias, fait aussi des dégâts et tient éloignés les jeunes de l'engagement syndical.

Le syndicalisme de transformation sociale se doit d'être à nouveau cet aimant qui attire à lui l'ensemble du monde du travail par la perspective audacieuse qu'il lui propose, faite de justice sociale, de paix entre les peuples, de préservation de la biodiversité. Il a tous les atouts pour attirer à lui une jeunesse qui veut changer de monde.

Osons aller au contact, aux débats*, à la contradiction sur les revendications de la CGT dans toutes les entreprises, dans les quartiers. Enrichissons-nous des analyses transformatrices portées par le corps social en effervescence. Reprenons confiance dans notre capacité à changer cette société inhumaine, reprenons confiance dans la force de la CGT. ●

*« Le véritable débat on va se le faire », initiative de la CGT.

PAROLES JAUNES

EN VRAC

Pour une fois un ministre de Macron a dit un semblant de vérité, en constatant qu'on assistait au soulèvement d'une partie du peuple. Paroles «brut de fonderie» depuis Charleville, la ville de Rimbaud.

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE DUVIVIER

Gilets jaunes. On commente leurs motivations, leurs actions, leurs dissensions, mais on prend rarement le temps de les écouter dans leur diversité et plus rarement encore celui de rapporter des paroles qui ne caressent généralement pas l'interlocuteur dans le sens du poil.

À Charleville, dans les Ardennes, nous nous sommes engagés à le faire, même si nous partions avec un sérieux handicap : presse et CGT. Ils se sont concertés, et cinq ont accepté de nous rencontrer. Extraits d'une conversation nourrie et libre.

La place Ducale a des airs de fête. Les Ardennais ne ratent jamais une occasion de rappeler qu'elle est la sœur jumelle de la place des Vosges parisienne, avec ses vingt-sept pavillons de style Henri IV, façades de pierre ocre et de brique rouge. Sous les arcades, ce vendredi après-midi, les terrasses des cafés regorgent de flâneurs ravis de profiter d'un soleil printanier.

Nathalie, jointe par Facebook, a relayé notre invitation et autour de la table il y a Sandrine, 49 ans, mère au foyer, éducatrice spécialisée de formation ; Marie-Claude, 47 ans, agent d'entretien dans une société de nettoyage industriel, devenue accompagnante éducative et sociale et cherchant un travail dans ce secteur ; David, 48 ans, ancien chef d'atelier (forge - estampage) puis responsable des services techniques d'une mairie, en invalidité ; Nathalie, 39 ans, éducatrice spécialisée, mère d'une petite fille de 6 ans, et Rémi, 36 ans, artisan, et père de famille.

La question de la violence n'était pas celle qu'on avait prévu d'évoquer de prime abord. Mais David la pose cash : le sujet du jour c'est le contenu d'une petite bouteille en plastique, ramas-



sée aux pieds des policiers, lors de la dernière manifestation. On l'a envoyée pour analyse à Lille : contenait-elle de l'acide, comme l'a affirmé la presse locale¹, sans attendre les résultats ? Une précipitation qui ne plaide pas pour sa confiance dans les médias : « De toute façon, que ce soit vrai ou pas, on est discrédités à la base et c'est ce que veut l'État. Malheureusement, pour qu'on n'en soit pas là, il faudrait qu'on soit irréprochables, mais il y a tellement de haine et de colère qui ressortent... qui ont été provoquées... Forcément on répond !

– Déjà, on nous prend tous pour des cas sociaux...
– Alors que la plupart des Gilets jaunes ce sont des gens qui travaillent, mais qui n'arrivent pas à finir leur mois. Moi, j'en connais qui sont en manifestation tous les samedis, alors qu'ils sont fonctionnaires tous les deux. »

LES DÉBUTS DU MOUVEMENT À CHARLEVILLE

Sandrine : Ça a commencé par les réseaux sociaux, cette invitation à manifester le 17 novembre. Moi, je suis venue voir ce qui allait se passer. Et ça m'a fait rencontrer des gens qui ne se connaissaient pas, même si on habite une petite ville ; ils se sont parlé, ont comparé leur situation, et ça, c'est extraordinaire. On se rend compte que même quand on travaille, c'est tout le monde qui a des problèmes de budget et on est tous à découvert le 15 du mois.

Rémi : Il y a eu l'étincelle. Juste un ras-le-bol. Genre les petites phrases « Voilà je traverse la

“ De toute façon, que ce soit vrai ou pas, on est discrédités à la base et c'est ce que veut l'État. Malheureusement, pour qu'on n'en soit pas là, il faudrait qu'on soit irréprochables, mais il y a tellement de haine et de colère qui ressortent... qui ont été provoquées... Forcément on répond ! ”

route, je vais trouver un emploi »...

David : Tout le monde a des raisons différentes de rejoindre le mouvement. Toutes sont légitimes. La taxe carburant, c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase !

Marie-Claude : Pourquoi cette taxe carburant a fait déborder le vase ? Parce que beaucoup, comme moi, ont dû se poser la question : est-ce que j'achète à manger ou est-ce que je donne à boire à la voiture ? Comme je dois aller travailler, je mets à boire à la voiture et je ne fais qu'un repas par jour. La voiture, dans les Ardennes malheureusement, on en a besoin. On nous a fermé des lignes ferroviaires.

Nathalie explique que, même en essayant d'optimiser les déplacements boulot/courses, son budget strictement carburant s'élève à 200 euros par mois : « Ça coûte cher de travailler, c'est injuste. »

Rémi : Ce qui me plaît bien dans le mouvement des Gilets jaunes, c'est que c'est un mouvement insaisissable. Il y a quelques porte-parole qui se dessinent, mais c'est un mouvement profond.

“

Je me pose la question de cet État qui propose un grand débat, mais qui est une espèce de mascarade, où les gens déballet leurs angoisses et tout ça... On sent bien que, derrière, il n'y a aucune décision politique qui va dans le sens du bien commun. Voilà, je ne lâcherai pas.

”

ça fait cinquante ans qu'on attend ça et là, on y est ! Le grand débat, c'est fait pour nous faire attendre, pour qu'il y ait de la dissension, pour que les gens se séparent, s'énervent, et après on subit la répression, sans avoir de réelles réponses.

Au début, il y avait beaucoup de solidarité et d'entraide. Les gens apprenaient à se connaître. Ils sortaient de leur isolement, ça donnait du baume au cœur, on ne se sentait plus seul, on se sentait compris. Et puis trois mois de lutte, les dissensions, la fatigue, l'émergence d'un tel ou un tel fait que le mouvement n'est plus si linéaire que ça, et c'est voulu, on veut qu'on se disloque.



dément horizontal, pas anarchiste, mais avec la volonté de revoir complètement le système. Le RIC, qui a été mis en avant, pose la question de la démocratie représentative telle qu'on l'a, qui ne correspond pas à l'idée de la démocratie qu'avaient les gens sous la Révolution, et on se rend compte que, depuis deux cents ans, ils se sont fait arnaquer par cette démocratie représentative-là.

Je me pose la question de cet État qui propose un grand débat, mais qui est une espèce de mascarade, où les gens déballet leurs angoisses et tout ça... On sent bien que, derrière, il n'y a aucune décision politique qui va dans le sens du bien commun. Voilà, je ne lâcherai pas.

Nathalie : Moi, je suis très heureuse de l'émergence de ce mouvement parce que c'est un éveil collectif, c'est incroyable qu'on puisse y arriver,

UNE CERTAINE IDÉE DE LA JUSTICE, SOCIALE ET FISCALE

David : Un jour il faudra dire qui on est réellement. On n'est pas des cas sociaux, on est des oubliés. On n'est pas en train de quémander des sous tout le temps, parce qu'on n'a pas de boulot, tout ça...

Marie-Claude : Ce qu'on veut, c'est le droit de vivre décemment !

David : Il y a ceux au-dessus qui n'ont pas besoin de tout ça, qui vivent très bien. Nous, on paie pour tout le monde et il faudrait qu'on se taise. On paie même pour les riches maintenant qu'il n'y a plus l'ISF. On paie pour ceux d'en dessous, et on est les oubliés. L'État fait des choses pour ceux qu'on appelle les cas soc et qui n'ont vraiment rien, qui ont besoin qu'on les aide, il fait des choses pour les migrants, pour les gens riches, et il y a les niches fiscales... J'ai lu plusieurs fois dans *L'Express*, qu'ils

nous appellent « les Petits Blancs oubliés ». Ceux qui bossent pour ceux d'en dessous, ceux d'au-dessus.

Maintenant, c'est hallucinant, les gens qui bossent reçoivent une prime d'activité ! Ils ne peuvent pas vivre décemment de leur propre travail. Et après l'État se pose des questions « *mais qu'est-ce que vous voulez les Gilets jaunes ?* »...

Rémi : On a supprimé l'ISF, on parle de 120 milliards d'évasion fiscale par an, on sait que ça représente mille milliards à l'échelle européenne, c'est énorme et c'est légal en plus ! Ils ont le droit de faire ça et de ne pas participer au bien commun. Plus on monte dans la sphère, plus on a de moyens juridiques, économiques pour être encore plus à l'aise, ne plus participer. La flat tax, si j'ai bien compris : moi je suis artisan, je paie à peu près 50 % de charges et derrière je suis impacté de 50 % sur mon bénéfice. Ceux qui ont des dividendes ne paient que 30 %, la CSG est incluse, donc ils cotisent pour leur vie plus tard, et en gros ça ne correspond qu'à 13 % de prélèvements. Ce n'est pas normal... Plus tu es riche, plus tu as de moyens d'éviter la répartition.

David : C'est là qu'on voit qu'il est plus facile de nous taxer, nous. Dernièrement, Bercy a touché 500 millions de Google. Ils ont décidé qu'il valait mieux accepter 500 millions de ces gens-là que d'intenter un procès et de les imposer comme on pourrait le faire pour nous et gagner plus d'argent. Mais ça allait faire des démarches, c'était long... Finalement on a préféré ramasser les miettes, un truc de fou. Si un jour je fais pareil – en fait je ne suis plus imposé... - si un jour on me demande 100 euros d'impôt, je répondrai : je vais vous donner 15 balles maintenant ou alors on rentre dans une démarche de dingues et les 100 euros vous les aurez peut-être dans dix ans !

Rémi : Un tiers des membres du gouvernement sont millionnaires². La suppression de l'ISF, c'est une loi qu'ils se votent directement à eux-mêmes ! Ils ne touchent pas aux GAFA, aux gens qui ont du pouvoir, parce que ce sont leurs copains, ils sont entre eux, ils votent des lois pour eux. Il faut un stop général du peuple dans la rue.

Nathalie : Il faut une répartition des richesses, que chacun puisse vivre décemment et non pas prendre les miettes qu'on veut bien nous donner. Le gâteau est assez grand pour tout le monde.

David reprend la parole. Cet homme, qu'on voit svelte et vif, a travaillé vingt ans en forge-estampage jusqu'au plan social qui l'a mis au chômage. Il a retrouvé du travail dans la fonction publique, responsable des services techniques d'une mairie. De gros problèmes de santé l'ont conduit à être opéré jusqu'à six fois en trois ans et il a été jeté dehors à 43 ans.

On ne lui a proposé aucun poste adapté. Quand il faisait remarquer qu'il en existait... même pour les personnes en fauteuil roulant, on lui répondait « *mais toi, tu n'y es pas encore, même si ça ne va pas tarder !* » On lui a parlé de retraite pour

invalidité. Il a essayé de refuser. « *À 43 ans... attendez que ça se stabilise, on va me réopérer...* » Donc il est parti avec une retraite de dix ans dans la fonction publique (300 euros par mois) « plus un petit complément. Sauf que ce complément-là, si je retravaille, je le perds et je dois rembourser ce que j'ai touché depuis le début. Il faudrait que je travaille au moins dix ans pour payer ce qu'ils m'ont déjà donné, donc je suis coincé avec 297,50 euros par mois et je me retrouve sur le carreau à ne plus pouvoir travailler ; et avec mon dossier médical jamais on ne m'embauchera. Je suis rafistolé de partout, je marche avec un appareil, j'ai des électrodes dans le dos, des médicaments contre la douleur, morphine et tout... Après, je vis avec, on s'en fout.

– Tu n'en parles jamais...

– Tu dois être bien crevé après les manifs.

Il sourit : Mon neurochirurgien me verrait marcher 15 kilomètres, il hallucinerait.

LES SYNDICATS... MÉFIANCE

Trois autres Gilets jaunes nous rejoignent au café. Ils écoutent en silence, puis après quelques minutes se lèvent et partent.

Nathalie : Je ne veux pas m'exprimer à leur place. J'ai invité tout le monde et je suis contente qu'ils soient venus, même si ça ne leur a pas parlé. Ils sont anti-presse, depuis le début, et anti-syndicats.

Rémi : Aujourd'hui, si quelqu'un nous donne l'occasion de nous exprimer, il faut la saisir, en profiter un maximum. Si on ne le fait pas là, on ne le fera jamais.

Nathalie : C'est une partie du mouvement. Ils sont tellement déçus de ce qui se passe, de la politique des syndicats... Vache à lait, vache à lait... La colère est tellement grande qu'ils sont dans le rejet pour l'instant. Ils ont une part de parole, mais ils n'ont pas voulu la prendre.

David : Le souci, c'est qu'on veut faire changer des choses qui sont quand même assez énormes...

Nathalie : Ah oui, le capitalisme... c'est énorme... On était 2000 au mois de janvier, on est 300 aujourd'hui.

Rémi : Des associations étaient venues manifester avec nous.

Nathalie : Cette convergence des luttes était intéressante mais il y a eu de la peur des deux côtés. David (lui-même ancien délégué syndical, mais il ne dit pas à quelle organisation il appartenait) : Pour la manif commune avec la CGT, on a quand même fait 500 mètres avec eux... et on s'est séparés. On voulait leur dire on marche avec vous parce que vous nous l'avez demandé, mais on reste indépendants.

Il faut être clair. Les syndicats, particulièrement la CGT, ont fait des annonces : « *Si on n'obtient pas ce qu'on vous demande, pour les routiers ou d'autres, on rejoint les Gilets jaunes.* » L'État s'est empressé de les accueillir, ils ont reçu leur petit chèque et comme ils avaient eu gain de cause, les Gilets jaunes, ils n'en avaient plus rien à secouer. Nous, on l'avait un peu en travers.

La CGT ici, c'était une tradition elle a bien fait

“

Cette convergence des luttes était intéressante mais il y a eu de la peur des deux côtés.

David (...) : Pour la manif commune avec la CGT, on a quand même fait 500 mètres avec eux... et on s'est séparés.

”

ce qu'elle avait à faire, mais... vous avez vu le nombre de syndiqués en France ? Vous avez vu le fric qu'ils ont ?

Les cinq, en chœur, réclament pour les syndicats comme pour les politiques, plus de transparence, pour plus de crédibilité. Et un vrai rôle de contre-pouvoir. Au passage, ils épinglent les manifs syndicales, ceux qui vident des cannettes de bière à l'arrière du C 15, ceux qui en profitent pour leur piquer la tête du cortège, musique à fond depuis la voiture de tête... « *Mais ils ont l'air de quoi ?* » Et de conclure : « *Si les syndicalistes avaient mieux fait leur boulot, on n'en serait peut-être pas là, à donner des primes d'activité.* »

RÉPRESSION ET VIOLENCE

Nathalie : la répression a monté d'un cran depuis trois semaines, ça flash-balle et ça gaze direct. Maintenant on a un street medic à Charleville. Il n'y avait pas besoin de ça avant. Celui qui gère ce groupe a dit que la semaine dernière, ils avaient fait une centaine d'interventions. C'est quand même énorme pour une petite manifestation où on était 250.

David : Actuellement beaucoup d'entre nous sont convoqués à la police pour outrage. Tous les jours, un ou deux.

Ce week-end, j'étais seul en train de filmer quand j'ai reçu un tir de flash-ball dans le pied. Un autre est passé à trente centimètres de moi. Ils savent qui ils fritent. Ici on se connaît. Je suis allé voir l'adjoind du commissaire qui expliquait que si quelqu'un avait été visé par un flash-ball, c'est qu'il était menaçant. Je lui ai dit : « *Est-ce que j'ai fait quoi que ce soit de menaçant ?* » Il a tourné la tête sans me répondre. Le mépris... Mais je continuerai et tous les samedis je serai là, je filmerai et je prendrai en photo de la même manière ce que je veux. C'est un droit !

Nathalie : Avec la loi anticasseurs, ce ne sera bientôt plus un droit. On n'aura plus le droit d'avoir son téléphone en manifestation...

David : Ça va finir mal. On parle toujours des casseurs. Nous, on est intervenus une fois parce qu'on en a vu qui rentraient dans un garage privé récupérer des palettes pour les brûler. On est allés les voir, on leur a dit gentiment : « *Hé les gamins, non, là, vous êtes chez quelqu'un. Après, vous brûlez une poubelle, personnellement je m'en fous, mais là vous êtes chez des gens.* »

Marie-Claude : Après, on les a laissés faire.

David : On regarde ailleurs et c'est tout. Moi, je ne suis pas leur père à ces gamins. On ne les connaît pas, on ne sait pas qui ils sont, mais ils font ce qu'ils ont à faire, chacun fait son boulot dans la manif.

Nathalie : Dans d'autres manifs, ils ont été exclus...

DÉCLARER LES MANIFS ?

Sandrine : Il y en a qui voudraient déclarer, structurer, fédérer, pour faire perdurer le mouvement. Si on se déclarait, on ne serait pas dans l'illégalité et ils taperaient peut-être moins sur les gens.

Rémi : si on se déclarait on pourrait plus facilement lancer des appels, envoyer des communiqués de presse, mais ça n'empêcherait pas la répression. À Paris, ils ne veulent plus se déclarer parce que c'est envoyer les gens au casse-pipe.

David : Déclarer la révolte ? Et puis quoi encore ? Je ne vais pas envoyer un mail à ma femme pour lui dire « *demain on s'en-gueule* » !

QUEL AVENIR POUR LE MOUVEMENT ?

Nathalie : Ça ne changera rien de virer Macron si on ne change pas de modèle démocratique.

David, rêveur : S'il y avait une entraide de ouf, s'il y avait une cohésion sociale qui part du bas, si on commençait à faire nos champs de patates, du troc, des lapins...

Nathalie : Là, on a des notions comme le RIC, la justice sociale, la justice fiscale, c'est difficile à mettre en place à construire et ce qu'on a comme réponse c'est la pression... très forte.

Rémi : On ne dérange pas tant qu'on n'arrive pas à fédérer les autres à notre cause.

Nathalie : C'est ça le souci, il n'y a pas de leaders. On est tous au même niveau. Il y a toute l'humanité qui est là, forcément c'est compliqué.

David : Dans sa structure actuelle, le mouvement va s'éteindre. Ça va se terminer. Ce sera pire après. Ça reviendra plus fort, par contre. Maintenant les gens se connaissent. Même s'il y a quelques week-ends de repos, ça va bouillonner. À la moindre annonce de l'État, les gens vont se recontacter. Et ça va être terrible.

Nathalie : Le capitalisme est en train de tout détruire.

Rémi : On a deux ans pour tout changer. ●

1. L'analyse a confirmé que la bouteille contenait de l'acide.

2. Et celle qui arrive première au palmarès c'est la ministre du Travail, ancienne DRH de Danone, qui a un patrimoine de plus de 7 millions d'euros (NDLR).



PROFESSIONNELS DE LA PRESSE, NOUS PROTÉGEONS VOS TALENTS

EN SAVOIR PLUS

Retrouvez-nous sur le
site www.audiens.org



Nos métiers

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

Audiens en assure la gestion pour le compte de l'Agirc-Arrco, dans son secteur professionnel où les salariés ont souvent des parcours spécifiques. Le groupe organise des séances d'information en entreprise sur les dispositifs de retraite.

ASSURANCE DE PERSONNES ET DE BIENS

Complémentaire santé, couverture invalidité, incapacité temporaire de travail, décès, rente éducation, rente conjoint, risques professionnels, épargne... Des solutions sur-mesure, collectives et individuelles, adaptées aux spécificités des professions.

ACCOMPAGNEMENT SOLIDAIRE ET PRÉVENTION SOCIALE

Une politique de proximité à destination de nos publics : aides financières, accompagnement lors de situations de rupture ou de transition (réunion sur le retour à l'emploi, préparation à la retraite, recherche de structures d'accueil médico-sociales, personnes endeuillées...).

SERVICES AUX PROFESSIONS

Audiens prend en charge la gestion d'un nombre croissant de services : études, recouvrement de cotisations... Le développement de ces spécificités renforce notre dimension de groupe de service.

MÉDICAL ET PRÉVENTION SANTÉ

Centres de santé, centres dentaires, e-santé, du préventif au curatif, Audiens met en œuvre des dispositifs pour les actifs et les seniors, dans une démarche d'approche globale du patient. Et développe des programmes spécifiquement dédiés aux professionnels de la culture, avec le CMB.

FAIRE LE POINT SUR SA CARRIÈRE

Dès 45 ans, Audiens propose aux salariés de rencontrer un conseiller pour un Entretien information retraite (EIR), gratuitement. Lors de l'entretien, nous examinons l'ensemble du relevé de carrière du salarié. Une simulation du montant de ses pensions lui est communiquée. Pour plus d'informations et contacter un conseiller :
0 173 173 755



DES ACTES (CHRONOLOGIE SUCCINCTE)

2018

Octobre. Mobilisation sur les réseaux sociaux contre l'augmentation du prix des carburants due à celle de la TICPE (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques), le gouvernement Philippe ayant également annoncé une augmentation de la TICPE d'une hauteur de 11,5% devant entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

29 octobre. La CGT se montre réservée sur l'initiative annoncée pour le 17 novembre. « *L'appel lancé un samedi sans réelle ambition de bloquer l'économie s'appuie sur une colère légitime, mais dont les ressorts restent flous.* »

30 octobre. La CGT, auditionnée par un « groupe d'experts » chargé de préconiser l'augmentation du Smic, demande que celui-ci soit porté à 1800 € par mois et que les salaires soient augmentés.

17 novembre. Occupations de ronds-points et premier acte des Gilets jaunes (blocage national contre la hausse des carburants). 300 000 manifestants, selon le ministère de l'Intérieur. Une manifestante est tuée sur un rond-point par une automobiliste qui aurait « paniqué ». Dans toute la France, 227 personnes sont placées en garde à vue.

18 novembre. Édouard Philippe annonce qu'il maintient le cap.

20 novembre. Christophe Castaner dénonce la « dérive totale » du mouvement. Flambée de violences à la Réunion, instauration d'un couvre-feu. Le bilan des blessés depuis le début du mouvement est de 530 dont 17 grièvement.

24 novembre. Acte II. Affrontements violents avec la police sur les Champs-Élysées à Paris : 19 manifestants blessés. Selon le ministère de l'Intérieur, 166 000 personnes ont manifesté dans toute la France (8 000 à Paris). 630 personnes sont placées en garde à vue. Discours d'Emmanuel Macron sur l'énergie : « *Fin du monde et fin du mois, nous allons traiter les deux et devons traiter les deux.* »

28 novembre. La ministre des Outre-Mer, Annick Girardin, se rend à La Réunion.

30 novembre. Fiasco de la rencontre entre Édouard Philippe et les Gilets jaunes, un seul ayant été reçu. L'UNL appelle au blocage de lycées.

1^{er} décembre. Acte III. Scènes de violence à Paris. 580 blessés, 370 gardés à vue. Le ministère de l'Intérieur dénombre 136 000 manifestants (8 000 à Paris).

2 décembre. À peine revenu du G 20 en Argentine, Emmanuel Macron convoque une « réunion de crise » à l'Élysée. À Marseille, une femme âgée de 80 ans est tuée après qu'une grenade lacrymogène a été lancée dans son appartement par la police. Blocages de routes et de dépôts pétroliers.

3 décembre. Édouard Philippe reçoit les responsables politiques. Le mouvement lycéen touche désormais 188 établissements.

4 décembre. Édouard Philippe annonce la suspension de la hausse de la fiscalité sur les carburants.

5 décembre. Le président contredit son Premier ministre qui parlait de suspension, en faisant savoir que les augmentations sur le carburant seront annulées pour 2019 mais avec un bémol : si des bonnes solutions sont trouvées sur le pouvoir d'achat, les augmentations prévues auront bien lieu.

6 décembre. 153 lycéens de Mantes-la-Jolie sont contraints, lors d'une interpellation collective, de se tenir à genoux les mains sur la tête.

7 décembre. 400 lycées sont touchés dont 84 complètement bloqués.

8 décembre. Acte IV. Des blindés de la gendarmerie font leur apparition à Paris. Heurts dans la capitale et à Bordeaux. 2 000 interpellations, 1 700 gardes à vue. On compte 225 blessés parmi les manifestants, dont 2 éborgnés. Un autre manifestant a eu une main arrachée. Selon le ministère de l'Intérieur, 136 000 personnes ont manifesté dont 10 000 à Paris. Édouard Philippe appelle à l'unité nationale et affirme que le président va annoncer des mesures.

10 décembre. Emmanuel Macron s'adresse aux Français. Il annonce une augmentation de 100 euros pour les smicards, une prime de fin d'année défisalisée (au bon vouloir des entreprises), la suppression de la hausse de la CSG prévue pour les retraites modestes. En fait, on s'aperçoit dans le concret que ce n'est pas une augmentation du Smic mais une attribution et une augmentation de la prime d'activité qui ne touche pas tous les salariés au smic. Le patronat est une nouvelle fois épargné.

13 décembre. Le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux appelle les gens à être raisonnables et à ne pas aller manifester, ce quelques jours après l'attentat de Strasbourg.

14 décembre. « *La France a besoin de calme* », dixit Macron depuis Bruxelles. « *La violence ne se fait pas par l'occupation du domaine public* », ajoute-t-il.

15 décembre. Acte V. Hausse du dispositif policier. Le ministère de l'Intérieur parle de 33 500 (on aime la précision) manifestants en France. Cent gardés à vue à Paris.

20 décembre. Le château de Versailles et le domaine sont fermés en prévision d'un rassemblement des Gilets jaunes. Un gilet jaune est tué lors d'un rassemblement près d'Agen par un poids lourd.

22 décembre. Acte VI. Le ministère de l'Intérieur dénombre 38 600 manifestants. 220 interpellations.

29 décembre. Acte VII. 12 000 manifestants dans tous le pays dont 1 000 à Paris où l'on note des affrontements comme à Bordeaux et Rouen.



2019

3 janvier. Éric Drouet, l'un des leaders des Gilets jaunes est interpellé sur les Champs-Élysées et placé en garde à vue.

5 janvier. 50 000 manifestants selon le ministère de l'Intérieur. Heurts avec la police et la gendarmerie. L'entrée du ministère du porte-parolat gouvernemental est enfoncée à l'aide d'un engin de chantier. À Marseille, Bernard Tapie convie des Gilets jaunes au siège de la Provence et tente de récupérer le mouvement. Certains des participants à cette rencontre tenteront ensuite de former des listes pour les élections européennes. Emmanuel Macron lance le débat national qui doit, selon lui, faire pièce aux Gilets jaunes.

6 janvier. Manifestations de femmes Gilets jaunes.

7 janvier. Le pouvoir joue désormais la carte de la répression et de la violence. Édouard Philippe annonce une loi anti-casseurs qui permettrait de prononcer de manière administrative des interdictions de manifester.

8 janvier. Après une polémique sur son salaire, la présidente de la Commission nationale du débat public, Chantal Jouanno, annonce son retrait du pilotage du débat. Cette polémique survient après que Chantal Jouanno et la commission ont émis des doutes quand à la partialité du débat.

9 janvier. Christophe Dettinger, le « boxeur » de la passerelle Léopold-Sedar-Senghor à Paris est placé en détention provisoire en attente de son procès renvoyé au 13 février.

12 janvier. Acte IX. Selon le ministère de l'Intérieur, on compte 84 000 manifestants dans toute la France, dont 8 000 à Paris. Plusieurs milliers manifestent également à Bourges. 149 interpellations dans la capitale. Pour la première fois, on voit apparaître un semblant de service d'ordre dans les manifestations des Gilets jaunes.

15 janvier. Lancement du « Grand débat national », animé nationalement par deux ministres. Cinq personnalités doivent en garantir l'indépendance. Le président s'en prend aux personnes défavorisées qui « *déconcent* ».

19 janvier. Acte X. 84 000 manifestants selon le ministère de l'Intérieur, dont 10 000 à Toulouse. Les manifestants ont dénoncé les

violences policières.

23 janvier. Une liste Gilets jaunes est annoncée avec Ingrid Levavasseur à sa tête. Elle ne fera pas long feu.

26 janvier. Acte XI. 69 000 manifestants selon le ministère. Un des leaders, Jérôme Rodrigues est touché à l'œil par un lanceur de balle à grande vitesse place de la République à Paris. Il en perdra l'usage.

27 janvier. Les macronistes ultra organisent une marche au nom d'un groupe qui prétend s'appeler les Foulards rouges. Échec. Ils disparaissent dans la nature puisque, après cette manifestation bien mise en avant par les chaînes d'info continue, on n'en entendra plus parler.

2 février. Acte XII. 58 600 manifestants dont 5 400 à Valence où des personnes voulant se rendre à la manif ont été empêchées d'y accéder. Heurts à Paris et à Bordeaux.

6 février. Manifestations CGT et Gilets jaunes à Paris.

9 février. Acte XIII. 50 000 manifestants. Incidents à Paris et à Menton. À Toulouse, la police cible des journalistes.

13 février. Christophe Dettinger condamné à un an de prison ferme et 18 mois avec sursis. Il accomplit sa peine en semi-liberté.

16 février. Acte XIV. 41 500 manifestants dont 5 000 à Paris. Alain Finkielkraut est pris à partie par quelques Gilets jaunes.

23 février. Acte XV. 46 600 manifestants dont 4 000 à Paris.

2 mars. Acte XVI. 39 300 manifestants dont 4 000 à Paris.

9 mars. Acte XVII. 28 600 manifestants dont 3 000 Paris

16 mars. Acte XVIII. 32 000 manifestants. Scènes d'émeutes sur les Champs-Élysées. Cent interpellations.

23 mars. Acte XIX. 45 000 manifestants dont 5 000 à Paris. Plusieurs manifestations ou lieux de manifestation avaient été interdits. À Nice, la police charge contre des manifestants pacifiques. La porte-parole départementale d'Attac Gisèle Legay est sérieusement blessée, suite à une charge policière. Emmanuel Macron lui demande de la sagesse et de ne pas aller aux manifestations où il y a des risques. ///

À PROPOS DE LA TAXE CARBONE

La TICPE (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques) est l'ancienne TIPP qui elle-même a succédé à la TIP. Depuis 2014, elle intègre une taxe carbone qui doit augmenter régulièrement jusqu'en 2030. C'est donc le gouvernement Ayrault, sous le quinquennat précédent, qui a mis en place cette fiscalité de culpabilité. Ne sont taxés que le carburant ou le combustible de chauffage. Le calcul se fait à partir de la valeur donnée à une tonne de CO₂. Celle-ci était de 7 € en 2014, elle était à 30,5 € en 2017 et devait être portée progressivement à 100 € en 2030. La loi de finances 2018, qui mit le feu aux poudres, prévoyait qu'elle serait triplée en cinq ans. ///

UN MOUVEMENT EN GESTATION

UN SEUL MOYEN POUR SORTIR DE CETTE CRISE : SORTIR DE LA LOGIQUE CAPITALISTE

JACQUES DIMET

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase, c'est la décision unilatérale et brutale du gouvernement d'augmenter les taxes sur le carburant, prétendument pour protéger l'empreinte écologique. Cette décision – c'est en fait une mesure qui avait été instituée lors du quinquennat de François Hollande – et son application montrent une fois encore la coupure qui existe entre le monde des nantis et du pouvoir politique et l'ensemble de la société.

À force de prendre, grâce à toutes sortes de subterfuges, dans les poches des classes populaires il n'est pas étonnant que la marmite explose. Mais la question de la taxe n'est pas restée au centre des revendications de ce mouvement d'un nouveau type. Assez rapidement, on est passé à des revendications plus sociales et plus politiques. Il y a dans le mouvement des Gilets jaunes comme un retour aux sources des grandes révoltes et des révolutions dont notre pays a été l'acteur au fil des siècles. Et c'est pourquoi aussi le mouvement évolue et dépasse ses propres initiateurs.

UN PEUPLE MULTIFORME

On le voit dans les réponses au micro tendu d'Anne Duvivier (voir page 9), le peuple des ronds-points est multiforme. Dans les manifestations se mêlent aux Gilets jaunes de base, qui tiennent les ronds-points des jours durant, tous ceux qui travaillent et ne peuvent vivre décemment de leur salaire et qui en ont assez qu'on les méprise. Le pouvoir macronien ne sait

pas comment faire pour en finir avec le mouvement. Il ne sait pas, parce qu'il ne le comprend pas. Emmanuel Macron s'est fait élire sur deux idées : incarner, lui, le « déagisme » en affirmant vouloir faire rendre gorge aux deux formations qui croyaient en leur chasse gardée, le parti socialiste et les républicains, et aussi en s'affirmant comme le seul rempart face au Front national, nous refaisant l'éternel coup de poker politique qui veut que l'on choisisse le moindre mal.

Emmanuel Macron n'a pas été élu sur son programme. Au premier tour, l'ancien ministre de l'Économie et des finances de Manuel Valls et de François Hollande obtint 18,19% des inscrits (François Hollande avait réalisé 22,31% en 2012 et Nicolas Sarkozy 25,74% en 2007). Au second tour Emmanuel Macron n'est élu qu'avec 43,61% des inscrits. Il rassemble beaucoup moins que Jacques Chirac en 2002 dans une configuration politique pourtant identique.

C'est cette réalité qu'Emmanuel Macron n'a jamais voulu voir ni comprendre : il n'a pas été élu sur un programme et il est minoritaire. En faisant comme si il avait l'onction populaire, il a contribué à augmenter la cassure entre les élites autoproclamées et l'ensemble du peuple.

Un dernier argument des macronistes qui est de nous seriner qu'ils ne sont là que depuis moins de deux ans et donc qu'ils sont neufs, est tout aussi faux. Rien qu'en regardant les ministres (sans parler des ministres auprès d'un ministre et des secrétaires d'État) on est bien loin du nouveau monde (voir encadré). De fait, le gouvernement

actuel est un retour à la IV^e République d'un point de vue politique (c'est-à-dire l'alliance de ce qui fut l'ossature du parti socialiste avec une partie de la droite) mâtiné d'un excès de présidentialisme et d'autoritarisme de la V^e. Une alliance qui ne veut absolument pas en finir avec le capitalisme, ni même le transformer. À cet égard la phrase d'Emmanuel Macron lors de sa rencontre avec des intellectuels est significative : « *Sortir du grand débat par un grand débat sur la fiscalité du capital n'est pas la bonne réponse.* »

LE VIEUX MONDE MACRONIEN S'ACCROCHE

C'est en fait le vieux monde finissant mais qui s'accroche par tous les moyens pour ne pas partir. Et qui est dangereux parce qu'il est éloigné de la réalité. Un exemple, l'épouse du président qui parrainait un match de football féminin et qui a dû renoncer à descendre sur la pelouse tant elle se faisait huer, a dit à propos du week-end au ski de son président de mari : « *Dès qu'il a pris conscience de ce qui se passait, il est parti. C'était évident.* » Cette phrase en dit long. Voici plus de dix sept semaines qu'il y a des manif tous les samedis. Tout le monde savait, sauf manifestement la préfecture de police de Paris si l'on s'en tient au limogeage du préfet, que la dix-huitième séquence risquait d'être rude. Le président, lui, va godailler devant les caméras.

À ce moment-là, selon les dires de sa femme, il n'a donc conscience de rien ou n'a pas de conscience du tout, comme on veut. Et le retour « précipité » le samedi soir n'arrange rien. Emmanuel Macron arrive à la cellule de crise lorsque tout est terminé et que son Premier ministre Édouard Philippe a joué toute la journée autour des Champs-Élysées au président, en mettant ostensiblement sous tutelle son ministre de l'Intérieur (celui qui déclarait qu'il y avait entre lui et le président une « dimension amoureuse »).

Conscience ou pas conscience, peu importe en fait. Emmanuel Macron, qui remontait légèrement dans les sondages, croyait avoir gagné la partie contre les Gilets jaunes et donc renouait avec sa vie d'avant. Les mesures prônées pour mettre fin aux violences sont pires que le mal. Édouard Philippe annonce l'interdiction des manifestations dans certaines villes au cas où l'on aurait des informations sur la venue de casseurs. C'est la porte grande ouverte à l'interdiction de toutes les manifestations. Ne voulant être en reste et ne pas laisser au Premier ministre l'apanage de la fermeté, Emmanuel Macron, après le Conseil des ministres du 20 mars, annonce que l'on va faire appel aux militaires de la mission Sentinelle, c'est-à-dire que l'on désarme une force dédiée normalement à la défense face à des attaques terroristes pour renforcer les forces de maintien de l'ordre. Manifestement, le président de la République et son entourage sont dépassés. Tellement dépassés que, dans les quarante-huit heures qui ont suivi cette annonce, les membres du gouvernement et l'Élysée ont dit tout et son contraire allant jusqu'à affirmer que si des mili-

taires de Sentinelle en garde devant des locaux officiels étaient attaqués ils feraient appel... à la gendarmerie ou à la police. Le comble du ridicule est alors atteint, alors même que le gouverneur militaire de Paris affirme, sans sourcilier, que si les militaires étaient menacés, ils seraient en droit d'ouvrir le feu.

UN CLIMAT EXPLOSIF

La situation est dangereuse. Le gouvernement choisit délibérément une politique répressive, dite sécuritaire, accompagné de tout refus de changer de cap tant au niveau politique qu'économique. Il compte aujourd'hui noyer le poisson avec les élections européennes qui arrivent en prétendant que l'affrontement politique se limiterait d'un côté à En Marche et de l'autre au Front national ripoliné en Rassemblement national. Malgré un soutien toujours majoritaire de l'opinion aux revendications des Gilets jaunes et à leur mouvement, ce dernier n'est pas encore parvenu à dépasser, à trouver des formes d'action et de rassemblement qui sortent du cadre des ronds-points, des blocages et des manifestations. La surdité et le mépris du gouvernement rendent le climat explosif. Et pendant ce temps-là, le MEDEF et les employeurs sont tranquilles car la colère n'est pas encore dirigée majoritairement contre eux. ●



LES PERDREAUX DE L'ANNÉE

Nicole Belloubet, garde des Sceaux, est une ancienne élue socialiste (adhérente au PS dès 1983) ; Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires étrangères, ancien président de la région Bretagne, a été ministre durant tout le mandat de François Hollande (adhérent au PS dès 1974 -il fut aussi secrétaire d'État sous Mitterrand) ; Françoise Parly, ministre de la Défense, ancienne conseillère au cabinet de Lionel Jospin, alors Premier ministre, puis secrétaire d'État dans les dernières années du gouvernement Jospin ; Jacques Mézard, ancien sénateur radical de gauche, a été ministre de la Cohésion des territoires (on voit le résultat) avant d'être nommé il y a quelques semaines au Conseil constitutionnel ; Jacqueline Gourault, membre du Modem, qui a succédé à Jacques Mézard, a débuté la politique avec... Giscard d'Estaing en 1974 ; Bruno Le Maire, ancien directeur de cabinet de Dominique de Villepin, plusieurs fois ministre de Fillon sous Sarkozy ; Muriel Pénicaud, avant de finir DRH de Danone, a été au cabinet de Martine Aubry lorsque celle-ci était ministre ; Didier Guillaume, ministre de l'Agriculture, ancien président du groupe socialiste au Sénat, directeur de campagne de Manuel Valls en 2017 ; Gérard Darmanin, ministre des comptes publics, ancien député UMP ; Annick Girardin, ministre des Outre-Mer, ancienne députée radicale de gauche, ancienne ministre sous François Hollande ; Franck Riester, ministre de la Culture, ancien député UMP ; Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur (membre du PS dès 1986, ancien député socialiste) ; François de Rugy, ministre de l'Écologie, ancien député EELV.

Parmi les caciques, on pourrait citer aussi celui qui porta aux nues Emmanuel Macron et qui fut son ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, ancien hiérarque socialiste, François Patriat, le président du groupe LREM au Sénat qui fut des décennies élu socialiste et président du conseil régional de Bourgogne, Richard Ferrand, président de l'Assemblée nationale, ancien député socialiste.

Que du neuf on vous dit, des perdreaux de l'année !

Quand Emmanuel Macron dit qu'il faut en finir avec la politique menée ces trente dernières années, disons-lui chiche : il faut virer tout le gouvernement. ///



LE « CRÈVE-CŒUR » DE JOUY-SUR-MORIN

Une usine qui fabrique des documents sensibles. Une multinationale qui brade un savoir faire et qui porte atteinte à l'indépendance nationale. Reportage dans l'usine occupée et protégée par ses salariés.

 ANNE DUVIVIER

A l'extérieur de l'usine de Crève-cœur, occupée jour et nuit, le papier brûle en déposant sur la cendre des volutes de fibres calcinées semblables à des mèches de cheveux roussies. Les carcasses de ferraille s'amoncellent à côté du brasier, témoins de tout ce qui a déjà été consommé, outre des pneus, palettes, cartons : toutes les douze heures, une bobine de 200 kg.

Sous la tente, on se presse, on serre des mains par-dessus des épaules, on s'interpelle : « Tu paies un café ? » Les gobelets empruntent une voie aérienne un tantinet risquée, au ras des oreilles. Indifférent au brouhaha, Jérôme, bonnet enfoncé sur la tête, retrace la chronologie des événements et constate : « On a l'impression que tout était manigancé pour nous faire couler. Tout ça, c'est sur-réaliste. Quand ils ont racheté, ils n'ont même pas fait de plan pour remonter l'entreprise... Ce n'était pas leur but. »

Pendant qu'il parle, deux gendarmes à l'allure débonnaire saluent tout le monde, avant d'aller se servir un café.

« Ils viennent chaque jour demander combien on est et combien de monde il y a à l'intérieur de l'usine, parce que là-bas, ils n'ont pas le droit d'entrer. On sécurise le site... normal. On a toujours le poste de garde. On fait des rondes à tour de rôle. »

Dehors, par petits groupes, emmitoufflés, mains enfoncées dans les poches, des salariés discutent, devant les grilles couvertes de pancartes et de t-shirts portant leurs prénoms.

Comme chaque jour, Noémie, trente-trois ans de boîte, et Céline, dix ans, sont là, épaule contre épaule, unies dans cette occupation comme elles l'étaient dans leur travail à l'atelier, au service filigrane : « On a besoin d'être là, ça permet de se voir, de discuter, de se tenir les coudes... » L'une commence une phrase, l'autre la finit. Paroles ponctuées de silences : « Blue Motion ? Je ne les ai jamais vus ces gens-là. Non seulement ils n'ont pas investi dans l'entreprise, mais ils se sont servis sur ce qui restait. On nous a menti. On nous a trahis... On est virés comme des malpropres. On est là du ma-

tin au soir. On a eu la neige, on a eu le froid... On a brûlé des papiers pour les cartes grises... Tout le monde est au courant, mais personne ne veut bouger. On a fait une marche. Les ambassades ont été averties. Il y a un moment... ça nous dépasse. Ils s'en foutent de nous laisser sur le carreau. Ça va briser nos vies... C'est pas grave. »

L'avenir, elles ne le voient pas vraiment : « Je ne me projette pas, je ne sais pas ce que je pourrais faire, ce que j'ai envie de faire... Chez nous, il y a des gars qui sont soudeurs. Mais c'est spécial papeterie : soudeur toile filigranée. À l'extérieur, ils ne trouveront pas. » Elles s'animent en évoquant l'atelier, l'ambiance, le travail, dont elles parlent encore au présent : « On travaille avec la radio... On ne peut pas être pressées parce que c'est tellement minutieux et précis... »

Les voix sont couvertes par un grand bruit de pelle, qui remue le feu et racle le bitume. Des cartons s'enflamment et la fumée brouille un instant la vue sur le pont, juste devant, réaménagé et inauguré en grande pompe en juin 2018, pour supporter la circulation quotidienne programmée de camions de 38 tonnes. Coût 600 000 euros. « Ça ras-



Blue Motion ? Je ne les ai jamais vus ces gens-là. Non seulement ils n'ont pas investi dans l'entreprise, mais ils se sont servis sur ce qui restait. On nous a menti. On nous a trahis...



surait sur l'avenir... »

Noémie et Céline ont de la famille qui travaille et a travaillé ici, jusqu'à un arrière-grand-père : « C'est notre patrimoine aussi ! » Combien de fois ont-elles répété ces paroles qui s'adressent surtout aux décisionnaires absents et sourds... Sur le site, la direction s'est volatilisée, avec la grande majorité de l'encadrement : « Notre chef, on ne le voit plus, il ne reviendra pas. Il est parti avec ses cartons, il nous a dit au revoir ! J'ai dit ça y est, on ne le reverra pas... Je crois que ce qu'ils aimeraient, c'est qu'on ne brûle pas tout et une fois qu'on aura reçu notre lettre de licenciement, ils viendraient embarquer le reste et on n'en parlerait plus. Mais non ! Il est à nous, le papier – petit rire sans joie – C'est notre travail ! Rien ne sortira ! »

Un membre de l'encadrement, justement. Lui est un des rares, on en compte trois ce matin, présents sur le site, un peu à l'écart. Il était responsable qualité-sécurité-environnement, depuis 2012. Il est là, dit-il d'emblée, pas tous les jours parce qu'il habite loin et doit faire 140 kilomètres aller-retour mais il tient à venir marquer sa solidarité : « J'ai connu ces gens pendant sept ans, je les ai fréquentés... Je veux avoir mon propre ressenti : est-ce qu'ils vont bien ? Est-ce qu'ils ne vont pas bien ? Est-ce qu'ils sont dans le désespoir ? Il faut penser à l'usine, mais il faut penser à eux d'abord. Ils ont une vie de famille, des responsabilités... »

Lui aussi accuse Blue Motion, « quand on vous parle de fonds d'investissement, c'est un fonds tout court. L'investissement, il n'y en a pas » et l'État : « Sous tutelle de l'État, on aurait peut-être pu continuer, se restructurer... En tout cas on se serait occupé de nous... (...) Il y a peut-être de la faute de l'État, parce que la Banque de France ne voulait pas de concurrence avec ArjoWiggins qui est une entreprise privée ? On se pose plein de questions... »

Les difficultés de l'entreprise, explique-t-il, étaient réelles et connues : la concurren-

rence, la dématérialisation, à l'ère du numérique. Mais surtout, pour lui aussi, « ce n'était pas la volonté de la direction générale que l'entreprise perdure. Pascal Lebard se sépare de toutes ses papeteries. Il ne lui reste aujourd'hui que la distribution, par le biais d'Antalis et c'est une très mauvaise opération. Du jour au lendemain vous pouvez vous faire racheter par Amazon ou n'importe qui. Il n'y a plus besoin du savoir-faire et de la compétence qu'on trouve en papeterie. »

Il cite les nombreuses certifications acquises par l'usine, à la recherche de procédés vertueux : « Tout était bien géré. On emploie pas mal de produits chimiques dangereux, dans le papier, et on a beaucoup travaillé pour les limiter, même s'il reste encore des marges d'évolution. » L'avenir de l'usine, il le verrait bien dans le domaine pharmaceutique, la cosmétique, l'étiquetage, en coton par exemple, pour être compatible avec les exigences environnementales. Pour l'heure, il se dit confiant en ses chances de retrouver un travail et « soulagé » de voir, ce matin, des représentants de Pôle Emploi venir à la rencontre des salariés : « Il faut reprendre du poil de la bête, ne pas risquer de sombrer dans la dépression, l'isolement. Ça ne veut pas dire qu'il faut tourner la page avec Arjo, parce que si l'entreprise est rachetée, ils seront rappelés et on aura besoin de leurs compétences. »

Un peu plus tard, dûment badgés, on parcourt sous l'œil des caméras, les travées désertes de l'usine toujours sécurisée, avec Didier, délégué CGT, trente-trois ans de maison, volubile, truculent, jamais aussi sérieux que quand il explique la fonction des machines qu'il connaît par cœur, les matériaux innovants que renferment ces paquets non déballés mais tout prêts à l'emploi, comme la fibre de bananier entrant dans la composition des billets pour les Philippines, qui demandent expressément cette utilisation d'une ressource locale.

Les idées nouvelles, de futurs brevets, qui sait... Didier et ceux qui travaillent avec lui en peaufinent un certain nombre qui figurent au projet qu'ils ont élaboré pour inscrire l'activité dans la modernité et l'avenir et qu'ils vont présenter au ministère du Travail.

Dans un labo, une bouteille d'eau minérale entamée et une boîte de lait en poudre pour bébé aux couleurs tendres sont les seuls vestiges d'une présence humaine récente. Sur l'écran de veille d'un ordinateur, défilent les dernières consignes du 14 janvier, juste

avant qu'on annonce la fermeture de l'usine. Didier se repasse le message. « Ça ne fout pas les boules, ça ? » demande-t-il à plusieurs reprises. « Ce n'est jamais fini, tant que les machines ne sont pas démontées... », martèle un militant qui s'accroche à la victoire récente des ouvriers de Wizernes, autre site emblématique d'ArjoWiggins : « Quatre ans de lutte, mais l'usine est sauvée. »

À Crèvecœur, la prochaine échéance certaine, c'est le samedi soir suivant, un pot-au-feu fraternel avec des Gilets jaunes. ●

Arjo en quelques dates

1580 : Premiers moulins du Marais, dans la vallée du Morin.

Révolution française : La papeterie fabrique des assignats.

1954 : Fusion de quatre papeteries donnant naissance au premier groupe papetier français Arjomari (ce nom fabriqué à partir des deux premières lettres du nom des papeteries regroupées, Arches, Johannot, Marais et Rives).

1968 : S'y ajoute la société Prioux-Dufournier. Arjo devient Arjomari Prioux.

1991 : Le groupe fusionne avec l'Anglais Wiggins Teape Appleton et devient ArjoWiggins Appleton.

2000 : Prise de contrôle par Worms & Cie, qui devient en 2005 Sequana Capital. Réorganisation des activités en trois sociétés, Antalis, distributeur de papier ; Carbonless Europe, producteur de papiers autocopiants ; ArjoWiggins, producteur de papier technique et de création. Le PDG en est Pascal Lebard.

2012 : La BPI (Banque publique d'investissement) devient l'actionnaire majoritaire du groupe Sequana. Les plans de restructuration et les cessions s'enchaînent.

10 avril 2014 : Annonce de la suppression de plus de 1000 emplois dans le groupe, dont les 320 de Wizernes et les 500 de Charavennes. Crèvecœur y échappe de justesse. Wizernes est occupée par les militants.

Mai 2018 : ArjoWiggins Security, à Crèvecœur, est cédée à un fonds d'investissement suisse, Blue Motion Technologies, après recapitalisation.

11 septembre 2018 : À Wizernes, c'est gagné ! L'usine redémarre.

16 janvier 2019 : Mise en liquidation judiciaire de l'usine de Crèvecœur, qui laisse sur le carreau 220 salariés. Elle fabriquait du papier sécurisé pour les cartes grises, passeports, permis de conduire... et des billets de banque de 120 pays. L'usine est occupée et protégée par ses salariés qui cherchent un repreneur. ///

ARJOWIGGINS / SEQUANA / FINESKA... LA GRANDE MAGOUILLE ?!!



Mobilisations, espoirs et questions

ANNE DE HARO
 ILLUSTRATION : RUST

Mobilisés avec la CGT

Ils sont un peu plus de 600 à s'être rassemblés ce jeudi 28 février à Bessé-sur-Braye dans la Sarthe pour dire non à la fermeture de la papeterie ArjoWiggins qui emploie dans ce village de 2 222 habitants, 568 salariés. Tous ont répondu à l'appel de la FILPAC et de l'Union départementale CGT de la Sarthe. Des salariés bien sûr, leurs familles, parce que le papier se fabrique ici depuis 1824 et qu'on est donc papetier de père en fils, mais aussi des commerçants, des artisans et tous les élus du village.

Même les Gilets jaunes du rond point de Montabon (A28) sont venus apporter leur soutien aux salariés d'ArjoWiggins. Ce jeudi 28 février 2019, la ville de Bessé-sur-Braye est ville morte, tous les commerces ont fermé en soutien aux salariés. Ils sont inquiets parce l'usine ArjoWiggins est la dernière, toutes les autres ont fermé. De la filature et des entreprises de métallurgie, il ne reste rien. ArjoWiggins de Bessé-sur-Braye et l'usine du Bourray sont en redressement judiciaire. Comme les autres usines du groupe

ArjoWiggins : l'usine Greenfields à Château-Thierry ou celle de Rives à Voiron. La situation est la même à quelques kilomètres, à Saint-Mars-la-Brière, pour l'usine du Bourray qui emploie 200 salariés et elle aussi placée en redressement judiciaire. Dans cette usine, la ligne de fabrication de papier couché est déjà fermée, une partie des salariés sont au chômage technique. Seule la ligne de production de papier ouate continue de fonctionner.

Le 6 mars devant le tribunal de commerce de Nanterre

Leur sort sera déterminé par la décision rendue le 7 mars par le tribunal de commerce de Nanterre (le siège d'ArjoWiggins se trouve

à Boulogne-Billancourt dans les Hauts-de-Seine) qui doit examiner la proposition de reprise du groupe suédois Lessebo Papers, représenté par le Norvégien Terje Haglund.

300 salariés, ainsi que les élus locaux étaient présents le mercredi 6 mars devant le tribunal de commerce pour faire savoir aux juges consulaires que leur souhait est de continuer de travailler là où ils vivent. La FILPAC était aux côtés des salariés et son secrétaire général, Patrick Bauret, conduisait la délégation CGT qui a été reçue le 7 mars à Bercy. Pour l'instant, la proposition de

des activités de production de papier. On ne trouvera pas d'accord de GPEC, ni de protocole de départs en retraite anticipée, ni de recherche active de repreneurs. Aucune idée de conversion d'activité. Les salariés, comme les Kleenex qu'ils fabriquent, seront jetés après usage. Le degré zéro de l'accompagnement. Pourtant s'il y a un domaine dans lequel Pascal Lebard a été actif, c'est auprès de la Banque publique d'investissement (BPI) qui a injecté en dix ans, sous forme de prêts, 280 millions d'euros. Les pouvoirs publics sont intervenus, mais curieusement les taux

pointe en liquidation judiciaire en neuf mois. Les 268 salariés d'ArjoWiggins Crèvecœur ont reçu leur lettre de licenciement le mercredi 20 février 2019 et pourtant ils continuent d'assurer la sécurité de leur usine et de protéger la production à haute valeur ajoutée que leur savoir-faire et leur implication assurent depuis des années. ArjoWiggins Security produit les cartes grises et les passeports français, ainsi que les billets de banque de 150 pays. Les stocks de produits, de papier et les empreintes nécessaires à la fabrication du papier filigrané sont gardés par les salariés licenciés qui continuent l'entretien des machines.

La FILPAC CGT a immédiatement réagi auprès des autorités, écrit au ministre de l'Industrie, Bruno Lemaire, qui ne semble pas prendre la mesure des questions que soulèvent tant la situation de l'usine de Crèvecœur, que celles des usines de Bessé-sur-Braye et du Bourray dans la Sarthe. Le lundi 4 mars, la FILPAC et les salariés ont invité les 150 ambassadeurs des pays qui font fabriquer leurs billets par ArjoWiggins Security à venir voir leur stock de billets, soigneusement surveillés par ceux qui ne sont déjà plus salariés. Faute d'être payée, l'entreprise prestataire qui assurait la sécurité du site a plié bagage en septembre 2018.

À Crèvecœur, ce sont les gendarmes qui ont informé les salariés de la liquidation de l'entreprise, le directeur et le DRH du fonds d'investissement suisse qui a repris l'entreprise en avril 2018 ayant brusquement disparu de l'usine au mois de janvier. La conscience professionnelle n'étouffe pas tout le monde. ●

C'est une histoire qui parlera aux sidérurgistes, aux salariés du textile, aux salariés de l'automobile, à tous ceux qui ont vu leur usine fermer et leur ville, leur vallée devenir un désert industriel.

reprise n'est pas suffisamment étayée et doit être renforcée. Le tribunal de Commerce a donc décidé le 7 mars d'accorder 15 jours de plus au repreneur suédois pour peaufiner son offre. Il devait déposer sa nouvelle proposition au plus tard le 15 mars et le tribunal de Commerce rendre sa décision finale le 20 mars (cf encadré). Mais attention, la reprise ne se fera pas sans licenciements.

Comment en est-on arrivé là ?

C'est une histoire qui parlera aux sidérurgistes, aux salariés du textile, aux salariés de l'automobile, à tous ceux qui ont vu leur usine fermer et leur ville, leur vallée devenir un désert industriel. Le groupe Sequana fait partie des sept groupes mondiaux qui se partagent le marché de la fabrication du papier dans le monde. Or, Sequana a décidé d'abandonner la fabrication de papier pour se recentrer sur la distribution du papier. Cette décision annoncée en 2008 dans les rapports du groupe aurait dû mobiliser tous les outils juridiques, tous les ressorts du fameux « dialogue social » pour anticiper et accompagner ce changement de stratégie. Ce n'est pas la voie choisie par le patron français de Sequana, Pascal Lebard, qui a opté pour le mépris et la manière forte pour se séparer

pratiqués par la BPI ont plutôt contribué à accélérer les difficultés du groupe ArjoWiggins. Avec des taux à 12 % et même 14 %, il faut sérieusement se poser la question du rôle joué par la BPI dans cette affaire. Une autre question est posée par les salariés : où sont passés tous ces millions ? Car beaucoup soulignent qu'ils n'ont pas vu les investissements dans les entreprises où ils fabriquent le papier, notamment à l'usine du Bourray où les conditions de travail sont très difficiles.

Crèvecœur à Jouy-sur-Morin

La situation est différente à Jouy-sur-Morin (Seine-et-Marne) où l'usine ArjoWiggins n'est déjà plus. Vendue en avril 2018 à un fonds d'investissement suisse Blue Motion Capital, ce dernier a réussi à placer cette entreprise de

JUDICIAIRE

La décision du tribunal le 29 mars

Placées en redressement judiciaire en janvier dernier, les filiales du papetier ArjoWiggins Papiers Couchés et Graphic attendaient la décision du tribunal de Commerce de Nanterre ce vendredi 29 mars 2019. Il annonce la liquidation judiciaire du site Papiers couchés de Bessé-sur-Braye où sont employés 568 salariés. Trois sites étaient visés, au final en Sarthe, seul celui de Bessé-sur-Braye (ArjoWiggins Papiers Couchés avec 568 salariés) est concerné par la liquidation judiciaire. Le Bourray à Saint-Mars-la-Brière (262 salariés) a été repris par CGMP à Tuffé et Greenfield (74 salariés) à Château-Thierry dans l'Aisne devrait également faire l'objet d'une reprise. Une seule offre concernait l'ensemble de ces trois sites, et avait apporté de l'espoir aux salariés. Le potentiel repreneur, Terje Halgund, était venu les rencontrer mardi 12 mars. Mais, depuis, il n'avait pu apporter les garanties financières demandées par le tribunal et lundi 25 mars, il s'était retiré du jeu. (*actu.fr*)

Mobilisation générale pour la LIBERTÉ DE L'INFORMATION !

 COMMUNIQUÉ DE LA FILPAC CGT

 ILLUSTRATION : RUST

Décidément quand ce gouvernement entend moderniser notre société, c'est toujours pour livrer notre bien commun aux puissances de l'argent.

La réforme Riester intitulée projet de loi « relatif à la modernisation de la distribution de la presse » n'échappe pas à la doctrine ultra-libérale qui anime Macron et ses ministres. La liberté de diffusion des idées à l'ensemble des citoyens est une conquête de la Révolution française, remise régulièrement en cause par les tenants du pouvoir politique et économique lorsque cette liberté les dérange.

La loi Bichet de 1947 est un des piliers de notre liberté d'expression et un rempart à la volonté de l'oligarchie de favoriser la diffusion des idées d'extrême droite. Malheureusement, les motivations qui ont poussé les élus de la Nation à adopter cette loi en 1947, notamment celle d'empêcher la presse bourgeoise de faire la promotion des idéologies les plus monstrueuses, sont, à nouveau, plus que d'actualité.

Quatre-vingts années après sa promulgation, le gouvernement projette donc de modifier profondément cette loi, qui a permis le pluralisme de l'information et la péréquation des coûts en mettant au même niveau de diffusion un titre détenu par un milliardaire de l'armement ou de la finance et un quotidien n'ayant comme principale ressource que la fidélité de ses lecteurs.

Au nom de la sacro-sainte libre concurrence et d'artefacts tous plus mensongers les uns que les autres, la Macronie va enfin satisfaire le principal désir des gros éditeurs et de leurs propriétaires : ne plus mutualiser leur distribution avec celle des « nécessiteux » de l'écrit en se débarrassant enfin de cette gangue historique socialisante d'un système coopératif où chacun compte pour un, quel que soit son poids économique.

Pour les libéraux macronistes, la liberté c'est l'ubérisation de la distribution et la précarité de celles et ceux qui distribuent au quotidien l'information écrite aux citoyens.

La liberté c'est de faire entrer sur ce marché essentiel de la démocratie, Amazon, Google, Hoops et autres champions de la distribution de boîtes de conserve et d'aspirateurs. La liberté, c'est aussi de laisser le choix au kiosquier, à la plate-forme numérique, au diffuseur de sélectionner les titres qu'il veut

vendre et peu importe si ce choix est basé sur des raisons économiques ou des motifs idéologiques.

Le combat entrepris par les travailleurs de Presstalis va plus loin qu'une simple lutte pour leur emploi et leur statut.

C'est un combat pour notre démocratie qui a besoin de la liberté de la presse dans toute sa pluralité et de sa diffusion sur tout le territoire pour en permettre l'accès à tous les citoyens.

Ce combat est celui de toute une profession, de toute une filière, car si ce projet devait devenir force de loi alors aucune catégorie de salariés de la presse écrite dans ce pays ne sera épargnée.

Les Presstalis ouvrent donc la voie à une lutte qui impose un rassemblement large des travailleurs de la presse et des citoyens.

La Fédération des travailleurs du Livre, du Papier et de la Communication est engagée pleinement aux côtés des camarades de la distribution de la presse. Elle prendra toutes les dispositions pour élargir la base sociale du combat et en faire un débat dans notre pays.

Forte d'une plate-forme revendicative, la FILPAC CGT appelle l'ensemble de ses syndicats à se coordonner et à prendre toutes les dispositions d'action pour imposer une alternative au projet de loi liberticide et anti démocratique de Macron et des gros éditeurs.

Il revient aux forces sociales et progressistes de ce pays de se rassembler et d'imposer une loi Bichet plus forte et adaptée aux nouveaux moyens d'information, le renforcement des coopératives existantes par la contribution financière des géants du numérique et de la publicité et le paiement des sommes dues par les gros éditeurs.

Le combat pour la liberté de presse, pour la démocratie est engagé.

Déterminés, rassemblés, tous ensemble menons-le ! ●





SECAFI

Groupe ALPHA

RÉUSSIR LA MISE EN PLACE DU CSE

Formation - Diagnostic - Appui à la négociation

Après avoir engagé des changements profonds dans l'exercice du mandat des représentants du personnel et des délégués syndicaux à l'occasion des lois Rebsamen et El Khomri, les ordonnances Macron bouleversent à nouveau l'organisation du dialogue social au sein des entreprises.



**ORDONNANCES
MACRON**

Les comités d'entreprise et les CHSCT vont fusionner et les moyens disponibles pour les élus vont être réduits. Quels sont les pièges à éviter ? Comment faut-il se préparer et anticiper les objectifs de votre direction ?

Nous vous proposons de vous accompagner dans cette période de forte turbulence.

Un appui sur mesure, adapté à votre contexte. Des consultants spécialisés dans l'accompagnement des représentants du personnel.

- 1 Se former pour bien connaître la loi,
- 2 identifier les impacts spécifiques à votre entreprise,
- 3 identifier, vos priorités et vos points de vigilance,
- 4 vous accompagner pour faire émerger vos propositions et préparer les négociations,
- 5 sécuriser si besoin les éléments juridiques.

Pour toute demande
d'informations et de
rendez-vous de cadrage :



: 06 80 91 76 97
01 53 62 70 00

www.secafi.com

L'ACTU FRANCE

EMPLOI / DROIT / LUTTES SYNDICALES /
LÉGISLATION / RELATIONS SOCIALES / JUSTICE /
MÉDIAS / HOMMAGE ...

SUR LE FIL

L'Alsace misogyne

La FILPAC CGT, l'UFICT CGT, le SNJ CGT et la CFDT de l'Alsace ont réagi à la nouvelle gouvernance du pôle ADN. Deux comités consultatifs et aucune femme n'y siège ! ///

Révolution au Figaro

Aux élections de l'UES Figaro (Figaro et Figaro Management), la CGT (SGLCE, Info'Com et SNJ CGT) arrive en tête, tous collèges confondus avec 33,73 % des exprimés (participation de 62 %), soit 9 points de plus qu'en 2015. Dans le détail : collège cadres : 56,64 %, collège employés : 45,16 %, collège journalistes : 21,59 % . ///

Canson, ça débraye

Lors des NAO chez Canson, la direction avait des propositions insuffisantes. L'intersyndicale a appelé à des débrayages d'une à huit heures par faction ou journée de travail jusqu'à nouvel ordre. ///

POINT DE VUE...

L'actu par RUST

Retrouvez tous les dessins de Rust sur l'actualité sur www.filpac-cgt.fr/rust/ ///



RÉPRESSION

Marseille, la police charge

Les forces de l'ordre, dans la continuité de la nouvelle doctrine impulsée par le ministre de l'Intérieur, si tant est que l'on puisse parler de doctrine, n'hésitent pas à charger des manifestants pacifiques, dès lors qu'ils mettent en cause l'ordre social.

À Nice, c'est la porte-parole régionale d'Attac, Geneviève Legay qui en a fait les frais, après avoir été grièvement blessée lors d'une charge policière, malgré les dénégations du procureur et du président de la République.

À Marseille, la police a purement et simplement, le 23 mars, chargé le cortège CGT qui manifestait « contre le fascisme, pour le progrès social et l'égalité des droits ». Trois militants, dont l'un des secrétaires de l'UD ont été directement pris à partie et copieusement matraqués. Un militant a été interpellé et a du subir une garde à vue jusqu'au dimanche. Il a été libéré grâce à la mobilisation de ses camarades. En guise de protestation, le SGLCE de la distribution de Vitrolles et Marseille a appelé les salariés à un débrayage de deux heures. ///

PRESSE/PAPIER

LE RETOUR DES LETTRES FRANÇAISES

Il y a seize mois, en décembre 2017, pour le 75^e anniversaire de la fondation des *Lettres françaises*, pendant la Résistance, Jean Ristat annonçait son intention et sa volonté de faire paraître à nouveau *les Lettres françaises* en version papier.

C'était naturellement – et c'est toujours – un pari risqué. L'idée était alors de sortir le printemps suivant, mais des contraintes d'ordre techniques repoussèrent de quelques mois le projet. D'abord réservé aux abonnés ayant souscrit, *les Lettres françaises* ont désormais déposé une demande de commission paritaire afin que le journal puisse bénéficier d'une couverture de diffusion beaucoup plus large*.

La volonté de republier *les Lettres* – sous le label des Éditions Helvétius – partait d'une demande conjointe de Jean Ristat et des collaborateurs du journal comme de nombreux lecteurs. Dans notre XXI^e siècle qui sent la poudre et le retour au totalitarisme, il est bon qu'un grand magazine de culture se déploie. Le fait qu'un journal, consultable uniquement sur Internet depuis plusieurs années, décide de revenir au papier (tout en ayant un site web de qualité) est d'un intérêt particulier pour ceux qui défendent le papier, la presse et la lecture. Citons donc Jean Ristat pour conclure : « *On ne lit pas de la même façon un journal sur Internet et dans une édition papier. Car un journal se compose comme une œuvre littéraire ou une pièce musicale.* »

C'est un pari que l'on doit soutenir et qui doit recevoir l'engagement de tous les défenseurs de la presse écrite. /// Julien Sevran

* Voir bon de commande page 42.



DISPARITION

Roland Leroy, ancien directeur de l'Humanité

La personnalité de Roland Leroy, décédé le 24 février, allait bien au delà de *l'Humanité*, dont il fut un des directeurs les plus emblématiques pendant vingt ans. Il est peu de dire que cet ancien cheminot avait réussi à donner un nouveau souffle au journal de Jean Jaurès et de Marcel Cachin. De fait, il revenait aux sources du journal quand il était imaginé par Paul Vaillant-Couturier, qui en fit, dans les années trente du siècle dernier et ce malgré les embûches, à la fois un grand journal politique et un grand journal populaire et de culture.

Ne jamais sacrifier la qualité du journal à une ligne politique, et ne jamais sacrifier une ligne politique à la qualité du journal. C'est toujours l'équilibre difficile dans la presse d'opinion. Mais *l'Humanité*, au travers de son histoire, est bien plus qu'un journal d'opinion. C'est ce qu'avait compris Roland Leroy et c'est l'esprit qu'il avait insufflé à toutes les rédactions. Le directeur de *l'Humanité* avait toujours entretenu des liens étroits avec le Syndicat du livre, la FFTL puis la FILPAC. Le combat des organisations syndicales de la presse était, pour lui, le même que celui de *l'Humanité*.

Né en 1926 à Saint-Aubin-lès-Elbeuf, il était le fils d'une ouvrière du textile et d'un cheminot communiste qui disait qu'il fallait toujours voter le plus rouge possible. En 1942, Roland Leroy entre à seize ans à la SNCF ou il adhère à la CGT, alors clandestine, avant, l'année suivante, de rejoindre les Jeunesses communistes (elles aussi interdites par le régime d'occupation) et de passer dans la clandestinité. Il participe notamment à des sabotages de trains de marchandises et participe à des actions armées.

À la Libération, il reprend pendant quelques années son travail de cheminot avant de devenir en 1948, secrétaire de la Fédération du PCF de Seine-Inférieure. C'est en 1955 qu'il organise avec les dockers, l'occupation de la caserne Richepanse pour s'opposer au départ des réservistes en Algérie.

Proche de Louis Aragon et de nombreuses figures de la vie culturelle et artistique, il avait la passion de la presse et de l'écriture. Il réalisa d'ailleurs plusieurs grands entretiens pour le journal. C'est ce réseau d'artistes et d'hommes et de femmes de culture, qu'il mettra durant vingt ans au service de *l'Humanité*, faisant de ce journal un haut lieu de la culture et de la connaissance. Il aimait à rappeler que la France était le seul pays au monde à avoir fait une révolution pour la liberté de la presse*, qu'il défendait mordicus. /// J.D

* En 1830, pendant les Trois Glorieuses de juillet, le peuple de Paris s'est soulevé pour contester les ordonnances de Charles X, dont la première suspendait la liberté de la presse et établissait la censure préalable. Huit cents ouvriers parisiens furent massacrés par les forces de répression. Le roi fut contraint d'abdiquer.

L'ACTU en bref... MONDE

POLITIQUE INTERNATIONALE/
ÉLECTIONS ÉTRANGER/DROITS DE L'HOMME/
ÉCONOMIE

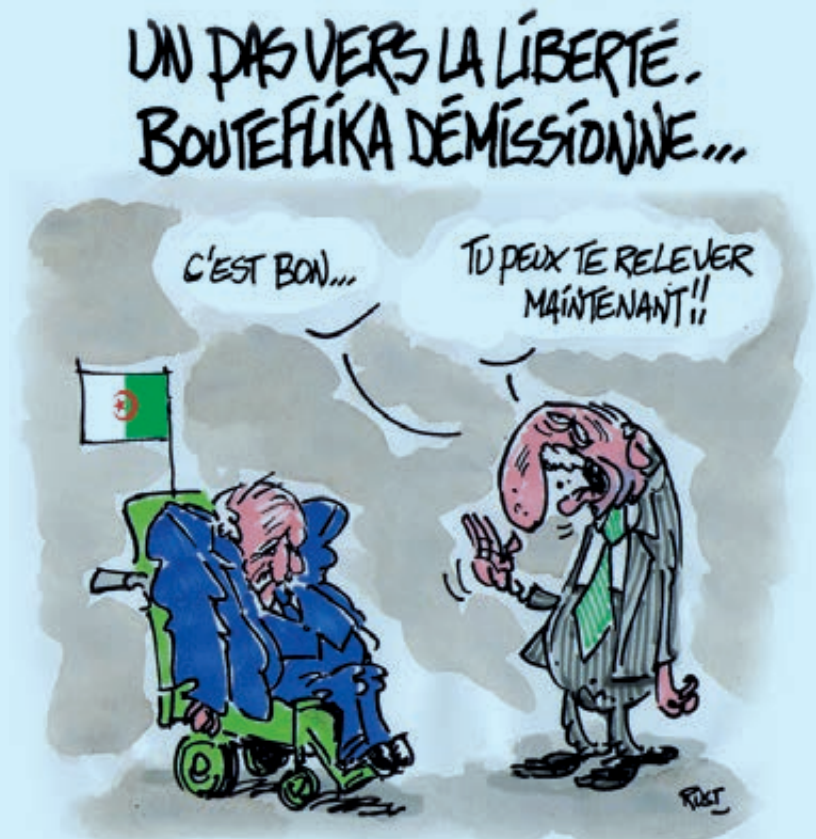
ALGÉRIE

Le départ du président, un exemple pour tous les peuples du monde

Les Algériennes et les Algériens sont descendus par centaines de milliers dans les rues d'Alger et des principales villes. Des centaines de milliers de femmes et d'hommes qui ont répondu à l'appel de la jeunesse algérienne. Ce qui a fait déborder le vase : la candidature d'Abdelaziz Bouteflika à un nouveau mandat alors que depuis plusieurs années, victime d'un AVC, il ne semblait plus pouvoir continuer à exercer des responsabilités. C'est aussi pour dénoncer l'opacité du système (qui tient les rênes du pouvoir politique et de l'économie) que le peuple a pris ses affaires en main. La grande spécificité de ces manifestations est qu'elles se sont déroulées, la plupart du temps, dans le calme absolu et dans l'affirmation d'une force irrésistible. Ni les forces de l'ordre ni l'armée ne sont –heureusement– intervenues a contrario de 1988 où la sanglante répression des manifestations de la jeunesse avait débouché sur l'apparition politique de forces islamistes et sur une guerre civile qui n'osait dire son nom et qui fit des dizaines de milliers de morts. Le résultat obtenu est à l'aune de la mobilisation : la démission de Bouteflika et l'organisation d'une transition qui doit permettre, dans les 90 jours qui suivent son abandon du pouvoir, de tenir une élection présidentielle. C'est là bien sûr que les choses se compliquent. Depuis la démission de Bouteflika (alors qu'il aurait été plus simple qu'il annonce dès le début

ne pas vouloir briguer un nouveau mandat) et la nomination comme président intérimaire du président de la chambre haute, la police a fait preuve de brutalités. La rue algérienne et les forces démocratiques demandent toujours un changement profond du système et ne veulent plus voir le même clan diriger le pays. L'UGTA (Union générale des travailleurs algériens) est également entrée dans une zone de turbulence. Son secrétaire général, Abdelmadjid Sidi Saïd a annoncé le 11 avril à Oran que le congrès du syndicat serait avancé (il était prévu pour janvier 2020) et que lui-même ne briguerait pas un nouveau mandat. La direction nationale de l'Ugta dans un communiqué affirme « qu'elle ne peut demeurer indifférente face à cette période charnière que traverse l'Algérie dans son histoire contemporaine ». Elle précise qu'elle « a acté le cri de cœur

des manifestations, en particulier de notre jeunesse formidable exprimant une grande ambition pour l'Algérie, (et) tient à saluer le civisme et le patriotisme qui ont émaillé les marches citoyennes et populaires ». Sidi Saïd s'est prononcé pour une transition pacifique, démocratique et sereine. L'UGTA note également que son engagement auprès de Bouteflika était « le fruit des multiples acquis économiques et sociaux engrangés par le monde du travail dans le cours du processus de la reconstruction nationale dans la paix ». L'UGTA qui a payé un lourd tribut lors des années de plomb de la décennie 90 avait approuvé la politique de réconciliation nationale mise en œuvre par l'ancien président. L'avancement de la date du congrès montre que la volonté de changement touche aussi bien sûr le monde du travail et les syndicalistes. ///



MULTINATIONALES

RESTRUCTURATIONS CHEZ KIMBERLY-CLARK

Kimberly-Clark a annoncé récemment la fermeture de son usine d'Ingleburn, en Australie, avec à la clé le licenciement de 220 salariés et une restructuration de son usine de Northfleet, au Royaume-Uni. Cinq usines ont déjà fermé aux États-Unis, au Brésil et en République dominicaine. Ces décisions de Kimberly-Clark ont été prises, comme le rappellent les deux organisations syndicales internationales UNI et IndustriAll, dans le cadre d'un plan de restructuration global décidé début 2018 et qui consiste « à fermer dix usines, sans préciser lesquelles, sur une période de trois ans et à licencier 500 travailleurs ». Ce plan, précisent les organisations syndicales, a été pris sans consultation des représentants des travailleurs. Lors d'une rencontre fin mars à Atlanta (États-Unis) entre la direction du groupe et les deux organisations internationales, Kimberly Clark n'avait pas révélé sa décision de fermer Ingleburn et de restructurer Northfleet. ///



SOLIDARITÉ

Pour la libération de Lula

La campagne internationale pour la libération de Lula prend de l'ampleur. Entre le 7 et le 10 avril, plus de 30 villes dans le monde ont été le théâtre de manifestations de soutien à l'ancien président du Brésil injustement incarcéré. Sharron Burrow, secrétaire générale de la CSI, a ainsi déclaré : « *Lula a été emprisonné à tort, pour créer des conditions propices à l'investiture de Jair Bolsonaro. Ce dernier est déterminé à balayer les acquis sociaux et économiques arrachés de haute lutte sous la présidence de Lula et à convertir le Brésil en une immense braderie pour les capitaux brésiliens et étrangers. L'emprisonnement de Lula est une parodie de justice, et les syndicats aux quatre coins du monde serrent les rangs avec d'autres mouvements progressistes, unis dans notre détermination à le faire libérer.* » Pendant ce temps, le nouveau président brésilien continue à faire l'éloge de la dictature militaire et, grand ami du dirigeant israélien Benjamin Netanyahu, n'a pas hésité en visitant le mémorial Yad Vashem à Jérusalem, à déclarer que l'extrême-gauche était responsable du génocide juif...

BREXIT OR NOT BREXIT

"No way" ou "on the road again"

Le feuilleton britannique continue. De fil en aiguille et de votes hostiles en votes hostiles de la Chambre des communes vis à vis de Theresa May, on pensait être dans l'impasse. D'un côté le Parlement britannique qui pesait de tout son poids pour un accord juste avec l'Union européenne, de l'autre une Commission européenne et des états européens faisant porter toute la responsabilité sur les Britanniques et affirmant de manière péremptoire que si les Britanniques ne cédaient pas il n'y aurait pas d'accord du tout et donc une sortie brutale du Royaume-Uni de l'Union européenne. L'Europe des 27 a finalement cessé de jouer aux gros durs. Elle accepte ce qu'elle refusait avant, c'est-à-dire un report du Brexit de quelques mois. Ce qui était impossible il y a quelques semaines est soudain ratifié dans la précipitation. La morale de cette histoire est qu'il est finalement plus difficile de quitter l'Union européenne qu'il ne l'était de quitter le feu Comecon (le marché commun des pays socialistes). Quoiqu'on pense du Brexit, les peuples britanniques ont voté majoritairement pour sortir de l'Union et il faut respecter ce vote. Contrairement à ce qu'on entend ou lit dans les médias, le vote pour le Brexit ne signifiait pas une victoire des « populistes » mais bien un rejet de l'Europe telle qu'elle est, c'est-à-dire faisant à la fois fi de la souveraineté des peuples et des états, tout en pratiquant une politique antisociale applicable en tout pays. C'est d'abord contre cela que se sont élevés les Britanniques, même si personne ne conteste que des mouvements de droite, nationalistes, ont profité de l'aubaine. Aujourd'hui, Theresa May est contrainte de négocier avec le parti travailliste, dont l'aile gauche avec Jeremy Corbyn assume la direction, les aspects sociaux de la sortie de l'Union.

Du côté des syndicats britanniques on se prononce pour une sortie ordonnée, c'est à dire avec un plan de sortie, de l'Union européenne, parce sans plan de sortie cela mettrait « *en péril bon nombre de nos droits durement gagnés et des milliers d'emplois dans le commerce.* » « *Si nous nous retrouvons avec un Brexit sans accord, ce sont les travailleurs qui en paieront les frais.* », indique notamment le TUC (Trade Union Congress). Les TUC mettent en avant trois objectifs : 1. Conserver pour les travailleurs tous les droits acquis lors de l'appartenance à l'Union et agir pour que les travailleurs britanniques obtiennent à l'avenir les mêmes droits que les travailleurs de l'Union. 2. Aller vers un accord sur le Brexit pour un libre-échange avec le reste de l'Europe (le Brexit sans accord, selon les syndicats, détruirait des emplois). 3. Garantir les droits des citoyens européens travaillant au Royaume-Uni et ceux des Britanniques travaillant en Europe. ///





VENEZUELA, CUBA, NICARAGUA LA TRIPLE CIBLE DE DONALD TRUMP

 GÉRARD DEVIENNE

Pour sa première émission, Studio Filpac a évoqué la situation faite au Venezuela par les États-Unis. Avec la participation des ambassadeurs du Venezuela, de Cuba et du Nicaragua.

Animée par les journalistes Cathy Dos Santos (*l'Humanité*) et Jean-François Téaldi (ancien de FR3), la première émission, le 26 février dernier, de la chaîne de la Filpac, a dénoué l'écheveau de men- songs, coups tordus de l'adminis- tration Trump, soutenue par les principales capitales européennes et les médias aux ordres. À la question de savoir si l'ingé- rence actuelle des États-Unis pour chas- ser le gouvernement bolivarien était une première, l'ambassadeur de Cara- cas, Michel Mujica Ricardo rappelait que son pays avait été victime de nom-

breuses agressions. Il précisait que cette nouvelle intervention se caractérisait par « une plus grande brutalité » : il s'agit « d'asphyxier l'économie » en espérant que le peuple se lasse du gouvernement. Lorsque la question d'une intervention armée fut évoquée, l'ambassadeur dé- clara n'y pas croire car certains pays du groupe de Lima (Colombie, Brésil), ras- semblant les pays aux gouvernements libéraux, refusent cette option. De plus, l'ONU a renouvelé son refus d'un tel choix et, rappela-t-il, « les trois-quarts des 193 pays » que compte l'organisa- tion n'ont pas reconnu le gouvernement fantôme proclamé par Washington et adoubé par la France contre la cinquan-

taine d'États ayant emboîté le pas à Do- nald Trump.

Réactivation de la doctrine Monroe

Ruth Tapia Roa, ambassadrice du Nica- ragua, indiquait que l'opération en cours au Venezuela était « la 68^e de la puissance du Nord » et qu'il s'agit pour elle de « faire main basse sur le pétrole vénézuélien qui représente 20 % des ré- serves mondiales ». Il était alors rappelé que Washington ravivait la « doctrine Monroe », à savoir que l'Amérique latine constituerait son pré-carré et que toute intervention avait pour but de préserver ses intérêts stratégiques et ceux de ses firmes. Pour le Cubain Elio Rodriguez Perdomo ce qui se joue au Venezuela n'est rien de moins que « la paix sur le continent américain », et « au-delà, la sé- curité mondiale » et le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

L'arme des sanctions financières

Au rang des sévices que les États-Unis imposent aux pays qui ont choisi

Studio Filpac organisera, mensuellement, un débat sur un thème d'actualité, visible sur le site : www.filpac-cgt.fr.

Pour le Cubain Elio Rodriguez Perdomo, ce qui se joue au Venezuela n'est rien de moins que « la paix sur le continent américain », et « au-delà, la sécurité mondiale » et le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

d'autres voies que le capitalisme sauvage, les trois ambassadeurs ont évoqué les sanctions économiques. Ainsi 330 milliards de dollars de SITGO (filiale aux États-Unis de la compagnie pétrolière vénézuélienne) sont sous embargo. Le blocus contre Cuba, sous l'égide de la loi scélérate Helms-Burton, a été durci, au moment où, pour la énième fois à l'ONU, 189 pays ont voté sa levée. Les ambassadeurs ont évoqué les sanctions appliquées aux entreprises commerçant avec les pays « bannis » par Washington, comme ce fut le cas avec l'amende de 10 milliards d'euros infligée aux entreprises françaises commerçant avec Cuba. Cette mesure extraterritoriale, comme le retrait unilatéral des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien, met en danger la souveraineté des pays et des peuples européens et du monde et constitue une « ingérence étrangère insupportable ».

Le prétexte de l'aide humanitaire

S'agissant des prétentions de Donald Trump de faire tomber Nicolas Maduro, y compris en activant la solution militaire, elle se heurtent, comme l'a rappelé l'ambassadeur du Venezuela, à la résistance des citoyens, « dont 80% souhaitent résoudre en interne, par

le dialogue, les problèmes ». Ceux qui soutiennent la marionnette de Donald Trump, Juan Guaido, en sont pour leurs frais. L'opération d'aide dite « humanitaire » orchestrée par l'obscur député autoproclamé président, n'a reçu aucun appui de l'ONU, de Caritas ou de la Croix-rouge qui n'y ont vu qu'une opération politique. Et si cette « aide » n'a pas joué le rôle politique qu'elle devait jouer, il a été noté que des pays (Russie, Inde ou Cuba) apportent les denrées indispensables dont la pénurie est organisée par l'opposition, au mépris des souffrances du peuple dont les conséquences sont instrumentalisées.

La légitimité de Nicolas Maduro

Quant aux arguties mettant en avant l'illégitimité de Nicolas Maduro et motivant, pour ses adversaires intérieurs et étrangers, leur demande de démission, elles sont battues en brèche par les faits. Dans le débat, il fut rappelé que Jimmy Carter, ex-président des États-Unis a qualifié, à maintes reprises, les élections au Venezuela d'« exemplaires et justes ». Concernant la présidentielle de 2018, Nicolas Maduro a obtenu 68 % de voix face à trois adversaires. Certes, la participation a été inférieure à 50 %. Cependant Nicolas Maduro a obtenu un pourcentage supérieur à celui d'Emmanuel Macron et de Donald Trump (ce dernier a recueilli 1 million de voix de moins que son adversaire sans que sa légitimité soit questionnée, faut-il le rappeler. NDLR). Qu'une partie de l'opposition la plus violente ait appelé au boycottage du scrutin, sur injonction des États-Unis, invalide-t-il le résultat ? On le voit : tous les moyens sont bons pour mettre fin à une expérience politique et sociale opposée aux dogmes capitalistes. Du mensonge à la manipulation des faits,

au blocus économique et aux bruits de bottes. Autre exemple : l'accusation contre Cuba qui enverrait des militaires pour protéger Nicolas Maduro. En réponse, le représentant cubain a aligné les faits : « une armée 40 000 médecins cubains exercent dans plus de 60 pays, en Amérique, en Afrique, dans le Pacifique ».

La place de la diplomatie et du dialogue

Devant pareil fiasco politique, il serait de bon ton, ont insisté certains intervenants, que la France cesse de jouer les supplétifs de Donald Trump qui a décidé d'en finir avec « le communisme en Amérique latine » personnalisé par un « nouvel axe du mal » constitué de Cuba, du Venezuela et du Nicaragua. Et que Paris rejoue son rôle historique de diplomatie multilatérale, comme le demande l'ancien Premier ministre français Dominique de Villepin.

Les gesticulations de Washington envers l'armée bolivarienne (récompenses pécuniaires aux déserteurs, menaces contre les éléments loyaux) n'ont obtenu que de bien maigres résultats : à peine quelque 150 ont répondu à l'appel, sur « 325 000 militaires, les 600 000 réservistes » comme l'a indiqué l'ambassadeur Michel Mujica Ricardo. Pour lui, « l'opposition n'est rien ; elle ne dispose pour la soutenir ni de l'armée ni de la population ». La formule de Ruth Tapia Roa : « c'est de paix que nous avons besoin en Amérique latine », résonne comme une adresse de tout un continent aux États-Unis et leurs alliés. ●







AC CGT...

NORMAL, C'EST LE JOUR D'UNE GRANDE PREMIÈRE!!

TRANSMISE SUR LE NET!!!!

AMBASSADEUR DE CUBA:
ELIO RODRIGUEZ PERDOMO.

AMBASSADEUR DU VENEZUELA:
MICHEL MUTICA.

60 ANS DE LUTTE
CONTRE LA PRESSION
AMÉRICAINE!

COMMENT FAIRE
FONCTIONNER UN PAYS
PRIVÉ DE SES REVENUS??

ATION, ON A CHOISI UNE RECETTE EXPLOSIVE!!

SINÉS À LA SAUCE "AMERICA FIRST" SUR LE FEU ARDENT DE L'ACTUALITÉ VÉNÉZUÉLIENNE.

U VIF.

AVEC LE VENEZUELA DANS LA COCOTTE - MINUTE À POINTS DE VUE...

LES CRITIQUES VONT PLEUVOIR!!

UN PREMIER DÉBAT QUI OUVRE LA PORTE À BEAUCOUP D'AUTRES.

BERNARD FRIOT : Nous pouvons organiser nous-mêmes le travail, sans employeurs ni prêteurs...

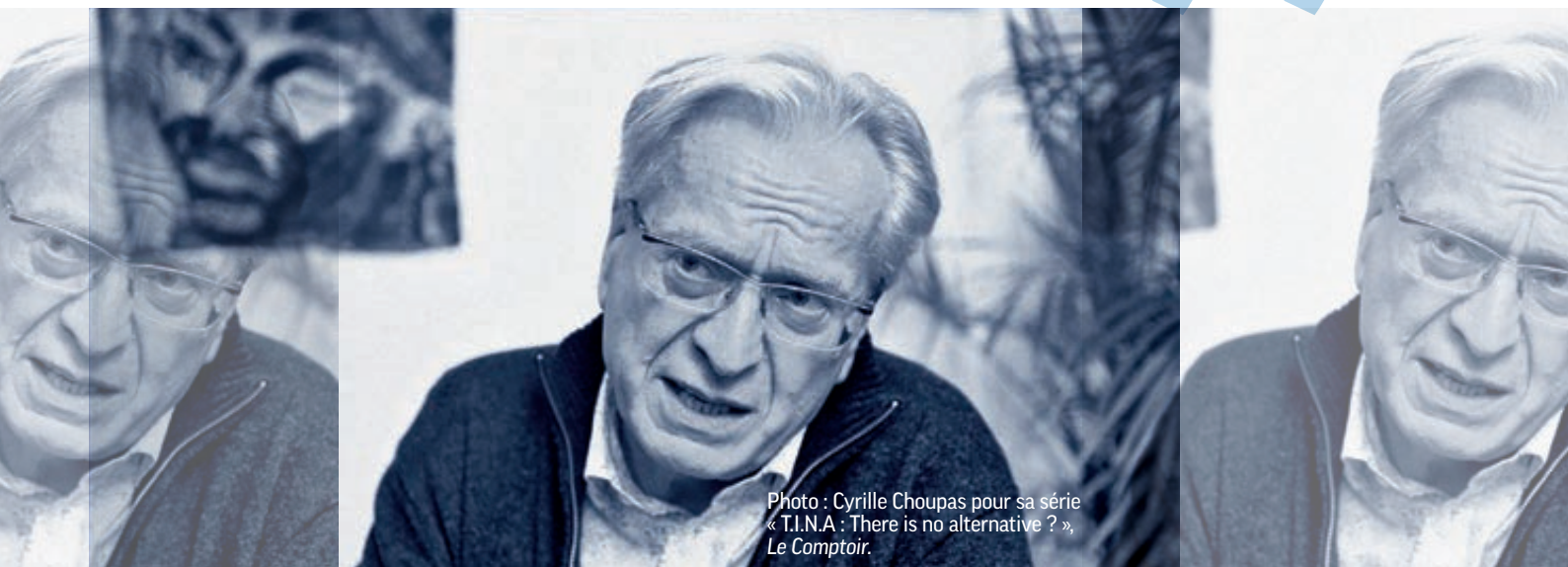


Photo : Cyrille Choupas pour sa série
« T.I.N.A : There is no alternative ? »,
Le Comptoir.

 PROPOS RECUILLIS PAR LA RÉDACTION

Sociologue et économiste, Bernard Friot est spécialiste de la Sécurité sociale. Aux côtés de l'association Réseau salariat qu'il a cofondée en 2012, il promeut l'octroi d'un salaire à vie pour tous. L'auteur de *l'Enjeu du salaire* et d' *Émanciper le travail* revient sur ses propositions concrètes pour un nouveau salariat.

Comment expliquez-vous qu'une minorité de 1% contrôle la totalité des richesses mondiales ? D'après vous, comment combattre cette oligarchie qui gouverne le monde ?

Le fondement de la puissance économique est l'exploitation du travail d'autrui. Le pouvoir sur l'argent n'a sa source que dans le pouvoir sur le travail. Je n'utilise pas la problématique des 99% face au 1% ou du peuple face à l'oligarchie, mais celle des travailleurs face à la bourgeoisie capitaliste qui dirige le travail. C'est la conquête de la souveraineté sur le travail par les seuls travailleurs qui permettra d'en finir avec les insolentes accumulations de richesse dans quelques mains. Cela suppose que les travailleurs ne forgent plus leurs chaînes en acceptant de confier la direction du travail à la bourgeoisie. Tant que les travailleurs ne se passeront pas du capital pour produire, tant qu'ils ne définiront pas eux-mêmes ce qu'ils produisent et comment, tant qu'ils feront appel au crédit pour financer l'investissement, tant qu'ils ne seront pas propriétaires des instruments de production, tant qu'ils confieront leur destin de

travailleur au marché du travail ou à celui des biens et services, les inégalités se creuseront, et d'autant plus vite avec la globalisation financière du capital. On ne lutte pas contre les inégalités par une redistribution fiscale qui prend sur les riches. C'est confondre symptôme et diagnostic. On lutte contre les inégalités en s'emparant du pouvoir sur le travail. Au quotidien dans les entreprises, et dans toutes les institutions de socialisation de la valeur qui financent les salaires et l'investissement.

Parmi vos livres, tous très intéressants, on trouve *l'Enjeu du salaire*. Vous y évoquez la souveraineté populaire. Vous avez écrit aussi *Puissances du salariat*. Le salariat est central dans vos travaux, la bataille du salariat est l'une des étapes majeures de l'émancipation de la classe ouvrière ? Comment, d'après vous, sortir du chantage à l'emploi et du chantage à la dette ?

Effectivement, mes travaux prennent au sérieux la capacité qu'ont les travailleurs de construire, par le salaire, un mode communiste de production, si par communisme on entend le mouvement réel de sortie du capitalisme dans la lutte de classes. Le capitalisme n'est pas un « système » générant des victimes, c'est un mode de production contradictoire dans lequel une classe révolutionnaire est en cours de constitution – avec évidemment des avancées et des reculs, car la révolution est un mouvement séculaire, comme celui que nos pays

On ne lutte pas contre les inégalités par une redistribution fiscale qui prend sur les riches. C'est confondre symptôme et diagnostic.

ont déjà connu, du XIV^e au XVIII^e siècle, avec la construction de la bourgeoisie face à l'aristocratie. Tous les pays capitalistes sont engagés dans une lutte de classes qui institue les prémices du communisme. Le communisme n'est pas un projet ou un idéal, c'est un fait d'observation dans toutes les sociétés où le capitalisme est implanté, et qui ne s'institue pas de la même façon d'un pays à l'autre, selon son histoire sociale. En France, mais aussi dans des pays comme l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique ou l'Italie, l'institution du salaire au XX^e siècle a été décisive. Il faut entendre par là deux conquêtes de la classe ouvrière (qu'il me semble plus pertinent de désigner aujourd'hui, à cause même de ses victoires en matière de salaire, comme le salariat) : le salaire à la qualification personnelle et la socialisation du salaire.

C'est par ces deux conquêtes que nous avons commencé de sortir des deux chantages, à l'emploi et à la dette, par lesquels la bourgeoisie capitaliste nous tient sous sa dépendance. Le salaire à la qualification personnelle détache la rémunération de l'emploi pour l'attacher à la personne, qui est ainsi libérée de l'obligation d'être performante sur deux marchés qu'elle ne maîtrise pas : le marché de l'emploi, pour les employés, et celui des biens et services, pour les indépendants. La socialisation du salaire est nécessaire pour opérer cette déconnexion entre salaire et emploi : ce n'est plus chaque employeur qui paye ses salariés (ou chaque travailleur indépendant qui se paye sur son bénéfice). Les entreprises, y compris les entreprises individuelles, cotisent à une caisse des salaires et c'est cette caisse qui garantit le salaire de chacun selon sa qualification, sans période « d'insertion », de « chômage » ou de « retraite » pendant lesquelles on est réputé « non travailleur ».

La socialisation du salaire a un second effet, qui porte sur le financement de l'investissement et donc sur la propriété de l'outil de travail, et c'est là que nous sortons du second chantage. La bourgeoisie capitaliste finance l'investissement en prêtant la valeur qu'elle a ponctionnée, ou va ponctionner, sur le travail d'autrui : les travailleurs travaillent pour rembourser la dette qu'ils ont contractée auprès de parasites alors que ce sont eux, et eux seuls, qui produisent la valeur nécessaire au financement de l'outil ! En finançant l'investissement hospitalier par subvention de la caisse d'assurance maladie grâce à la socialisation du salaire, les travailleurs ont fait la preuve qu'on peut sortir du cycle infernal profit-crédit et le remplacer par le cycle cotisation-subvention qui permet de libérer la propriété de l'outil des griffes du capital.

Dans votre livre *Émanciper le travail*, vous faites le constat pertinent selon lequel le modèle capitaliste du travail nous conduit à notre perte. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi ?

Pourquoi, selon vous, les gouvernements européens veulent-ils « réformer » ou plus exactement casser le droit du travail ? Nous avons tellement été séduits par l'abondance des marchandises capitalistes, qui nous a sortis de la pauvreté et qui aujourd'hui tente de nous fasciner avec la petite musique de l'humanité augmentée, que nous ne faisons que commencer à prendre la mesure de la folie anthropologique et écologique que cette dynamique représente. La valorisation du capital est indifférente à l'utilité sociale de ce qui est produit et repose sur l'élimination relative du travail vivant. Or, l'utilité sociale et le travail vivant sont au cœur d'une production qui ait sens, et ces deux dimensions sont constitutives du communisme parce qu'elles sont au cœur de la maîtrise par les humains de leur vie commune au sein du vivant et de la nature (qui certes ne sont pas un donné qui s'imposerait à nous comme une divinité, mais qui ont une existence propre dont nous dépendons et qu'il faut respecter dans le procès d'humanisation).

Sont donc à notre disposition les institutions et les représentations nécessaires pour conduire l'action collective de généralisation d'une production libérée du capital.

Nous sommes ainsi dans une situation inédite, s'agissant du travail. D'une part, nous disposons du déjà-là communiste avec le salaire socialisé fondateur du salaire à la qualification personnelle et de la subvention de l'investissement, et d'autre part la conscience a considérablement grandi de la nécessité d'affirmer, contre la valorisation du capital, la double priorité à l'utilité sociale et au travail vivant dans l'acte de production. Sont donc à notre disposition les institutions et les représentations nécessaires pour conduire l'action collective de généralisation d'une production libérée du capital. Face à ce danger de se voir ravir son pouvoir sur le travail, la bourgeoisie capitaliste s'emploie, par tous les moyens, y compris la dictature, à le restaurer. Cette restauration, cette contre-révolution capitaliste du travail (qu'on ne peut comprendre si on la qualifie de « néolibéralisme ») ne se contente pas de s'attaquer, dans le droit du travail, à tout ce qui permet de se libérer du chantage à l'emploi ou à la dette. Elle instaure des droits sociaux capitalistes, comme je le montre dans le deuxième chapitre de *Vaincre Macron* : en matière de rémunération, par exemple, la bourgeoisie s'emploie à remplacer le salaire à la qualification personnelle par deux piliers de ressources, un forfait universel de base financé par l'impôt et le revenu très contributif du paiement d'une prestation ou du différé de cotisations.

Vous avez écrit *L'enjeu des retraites en 2010*. La « réforme » des retraites de Macron n'est-elle pas une régression ?

Cela va me permettre d'illustrer ce que je viens de dire, car cette réforme, qui s'inscrit dans la continuité des réformes initiées par le *Livre blanc* de Rocard en 1991, est un bon exemple de la construction d'une rémunération en deux piliers à la place du salaire à la qualification personnelle. La pension de retraite s'est instituée en France comme continuation à vie du salaire. Pour les trois quarts des pensions (240 sur 320 milliards), aucun compte n'est tenu des cotisations versées : la pension est calculée en pourcentage d'un salaire de référence selon la durée de la carrière. Ce salaire continué participe donc à la déconnexion du salaire et de l'emploi et au passage de la qualification du poste de travail à la qualification de la personne même du travailleur. D'où l'acharnement des gouvernements depuis les années 1980 à en finir avec le droit au salaire pour les retraités. Les pensions étaient indexées sur les salaires, elles le sont sur les prix depuis 1987 dans le privé et 2003 dans le public. Le salaire de référence dans le privé est passé des 10 aux 25 meilleures années en 1994 et la durée de carrière prise en compte pour une pension complète est passée de 150 à 172 trimestres.

Une distinction a été introduite en 1994, lors de la création du fonds de solidarité vieillesse financé par un impôt de solidarité, la CSG, et non plus par les cotisations, entre des prestations dites « contributives » et des prestations dites « non contributives », le critère étant le versement préalable ou non de cotisations ; et dans le même esprit certains droits ont été par la suite calculés selon les trimestres cotisés et non selon les trimestres validés, comme c'est la règle. On voit donc comment, progressivement, le « j'ai cotisé, j'ai droit » a été construit comme fondement du droit à la place du droit à la poursuite du meilleur salaire. Le projet de Macron continue

cette offensive contre le salaire des retraités en préconisant de le remplacer par le différé du cumul des cotisations de toute leur carrière dans un compte personnel (mode de calcul qui n'explique aujourd'hui que le quart des pensions), étant entendu que ce second pilier contributif sera soutenu par un premier pilier forfaitaire universel financé par la CSG. Cette dérive de la pension de retraite, si elle est actée, rejoindrait celle de toute la rémunération au cours des dernières décennies : négation du salaire à la qualification, et à la place construction des deux piliers d'un revenu universel de base financé par l'impôt et d'une rémunération à l'acte dans des contrats de mission ou des prestations de (faux) indépendants.

Vos travaux sont une véritable boîte à outils théoriques pour combattre le capitalisme et vous êtes un fin connaisseur de la lutte sociale. Ne pensez-vous pas qu'il y a un recul de la combativité du mouvement syndical à travers le monde ? Comment, d'après vous, réinventer un mouvement syndical efficace ?

Je ne prononcerai pas sur la situation à l'étranger, mais en France, le recul de l'efficacité (plutôt que de la combativité) syndicale est évident : le syndicalisme de transformation sociale est sur la défensive, ce qui lui a fait perdre une partie de sa légitimité auprès des travailleurs. Les causes sont multiples, et je voudrais m'en tenir à l'une d'entre elles, la sous-estimation du déjà-là communiste au bénéfice d'objectifs de justice sociale. Je m'en explique longuement dans *le Travail, enjeu des retraites*, qui paraît en mars aux éditions La Dispute. La mobilisation syndicale est menée sur le partage de la valeur : comment éviter un recul de ce qui va au travail au bénéfice de ce qui va au capital, comment faire une bonne fiscalité qui taxe le capital et plus largement la richesse.

Dans un capitalisme mondialisé qui permet à la bourgeoisie de localiser ses investissements là où la valorisation du capital est la plus forte, une telle stratégie sociale-démocrate est vouée à l'échec. Je l'ai dit d'emblée, tant que la bourgeoisie tient le travail et donc la production, elle prend en otage les sociétés et condamne à l'impuissance tant les politiques publiques qui lui imposeraient des contraintes que les rapports de forces que tentent de créer les syndicats combattifs.

Il n'y a pas d'autre chemin que celui de soustraire le travail au capital et de l'organiser sur un mode communiste, comme cela a été commencé avec le statut de la Fonction publique, le régime général de Sécurité sociale, les entreprises publiques nationalisées avec réel droit des travailleurs, toutes institutions alternatives du travail qui sont mises en péril si elles ne sont pas généralisées à toute la production. Je fais des propositions précises en ce sens dans *le Travail, enjeu des retraites*.

Le mouvement de résistance que mènent les Gilets jaunes actuellement n'est-il pas une étape déterminante et qualitative dans le long processus de l'émancipation des exploités ?

Si, bien sûr. Que des catégories de travailleurs qui jusqu'ici baissaient la tête se redressent et trouvent, dans l'action collective, fierté et inventivité, est très réjouissant. Les Gilets jaunes sont souvent des travailleurs de très petites entreprises dont l'autonomie économique est nulle, car elles dépendent de groupes capitalistes donneurs d'ordre ou de marchés publics dont elles se partagent les miettes après que les groupes capitalistes se sont servis. C'est pourquoi ces travailleurs en lutte se tournent vers l'État car ils savent d'expérience que leurs patrons ne sont pas des interlocuteurs pertinents en matière de salaire et de droits sociaux. Il y a là une attitude à la fois juste et fautive. Juste, s'il s'agit de construire des règles et niveaux du salaire qui soient les mêmes pour tous les travailleurs, quelles

que soient la taille et la branche de leur entreprise : de telles règles ne peuvent être construites qu'à l'échelle interprofessionnelles et supposent une socialisation encore plus poussée du salaire. On l'a commencée avec le régime général, mais il s'agit de l'étendre à tout le salaire et à tous les salaires : les entreprises cotisent à des caisses de salaire selon le même taux interprofessionnel assis sur leur valeur ajoutée, et ce sont ces caisses – et non pas les entreprises – qui paient les salaires à la qualification personnelle, de 18 ans à la mort. De telles règles interprofessionnelles du salaire doivent être élaborées à l'échelle nationale, hors de toute logique de branche ou d'entreprise et garanties par l'État.

Mais attendre le salut de l'État est aussi une attitude fautive : les travailleurs ne peuvent attendre de salut que d'eux-mêmes. Il s'agit qu'ils prennent le contrôle de leur travail dans leur petite entreprise, et donc qu'ils en deviennent les propriétaires d'usage, la propriété patrimoniale de l'outil étant le fait, non lucratif, de collectivités publiques et non pas de petits patrons le plus souvent enchaînés par un patrimoine dont ils n'ont pas la réelle maîtrise. Une telle mobilisation rejoindra d'autres combats qu'il est important de fédérer. Je pense à tous ces syndicalistes de moyennes ou grandes entreprises qui sont décidés à en finir avec la défaite et entreprennent auprès de leurs collègues tout un travail de conviction sur la capacité des intéressés à diriger leurs entreprises sans en passer par les oukases de directions aux ordres d'actionnaires dont il s'agit de se débarrasser en finançant l'investissement par subvention. Je pense à tous ces syndicalistes de services publics décidés à briser le « new public management » qui les empêche de travailler comme ils estiment devoir le faire dans l'esprit d'un service public. Je pense à ces milliers d'entreprises alternatives, animées souvent par des jeunes dissidents qui ne veulent pas produire de merde pour le capital. Eux sont déterminés à décider au travail et à ne produire que des richesses qui aient sens, anthropologiquement et écologiquement : une telle éthique est communiste, et dans *Le travail, enjeu des retraites*, je fais des propositions pour qu'ils puissent s'appuyer sur des sécurités sociales sectorielles qui les sortiront du double risque de la marginalité ou de la récupération par le capital.

Qu'est-ce qu'une sécurité sociale sectorielle ? Sur le modèle de la cotisation maladie qui finance une production de soins encore largement libérée du capital même si les coups de boutoir des « réformateurs » tentent de l'y assigner faute que soit menée la bataille pour la généralisation d'un tel modèle à toute la production, il s'agit d'appuyer l'alternative sur la force de cotisations de sécurités sociales à cotisation interprofessionnelle finançant la production. Une sécurité sociale de l'alimentation permettra de sortir de l'agrobusiness en solvabilisant l'achat de produits alimentaires, bruts ou élaborés, exclusivement auprès de professionnels qui seront conventionnés selon des critères d'utilité sociale du produit et d'affirmation du travail vivant dans la production.

Même chose pour des sécurités sociales du logement et du transport soutenant la production de logements et de transports de proximité sortie de la spéculation des groupes de BTP, pour prendre les exemples les plus criants, mais cela vaut pour toute la production. Oui, il est temps que les travailleurs des services publics, ceux des petites et très petites entreprises, ceux des groupes capitalistes et ceux des entreprises alternatives construisent ensemble les outils macro-économiques leur permettant de soustraire leur travail au capital et de trouver le grand bonheur d'une production entièrement maîtrisée par eux. Faisons nôtre au quotidien ce vieux mot d'ordre si juste de la CGT : « *Les capitalistes ont besoin des travailleurs, les travailleurs n'ont pas besoin des capitalistes.* » ●

**60 ans d'expertise
au service de votre
Protection Sociale !**



LA
SANTÉ

LA
PRÉ
VOY
ANCE

LA
RE
TRAITE

L'AC
TION
SOC
IALE

Le Groupe de Protection Sociale des Professionnels des Industries Graphiques depuis plus de 60 ans.

Défendre vos intérêts en offrant les meilleures solutions à vos besoins spécifiques en matière de Protection Sociale, notre raison d'être depuis plus de 60 ans ! Découvrez nos offres de protection collective et individuelle adaptées à vos besoins, à ceux de vos salariés et des retraités de la profession.

Parlons-en !

0 809 10 28 08

Service gratuit
+ prix appel

Du lundi au vendredi de 9h à 18h

www.lourmel.com

Les Voleurs d'énergie

 YVON HUET

Aurélien Bernier, essayiste et conférencier, collabore au *Monde diplomatique*. Parmi ses dernières publications, on peut noter *Comment la mondialisation a tué l'écologie et la Démondialisation ou le Chaos*.

Il nous présente, avec *les Voleurs d'énergie*, son expertise sur un sujet sensible, l'énergie, le contrôle de sa production, de sa diffusion et de sa distribution. Et pas n'importe quelle énergie, sa composante électricité, gaz et pétrole.

Après sa réappropriation par des nationalisations, elle revient dans les griffes du privé par le biais de l'adoption de directives libérales par l'Union européenne. Dans le contexte d'une offensive sans précédent contre les services publics de l'énergie, en France et dans le monde, l'auteur apporte sa contribution à la réflexion pour sa reconstruction, qui réponde aux enjeux sociaux et environnementaux de notre époque.

Ce livre a le mérite de bien situer le sujet, tant dans l'histoire que dans une réalité qui pose la question d'un devenir préoccupant pour l'humanité. Les neuf chapitres qui le composent aboutissent à des pistes de propositions qui ne sont pas à prendre ou à laisser mais qui méritent débat. Elles sont audacieuses, certainement suffisamment pour sortir du cycle infernal dont nous sommes les otages aujourd'hui. ●

Les Voleurs d'énergie, d'Aurélien Bernier, éditions Utopia, septembre 2018, 200 pages, 10 €



HISTOIRE

Le Tribunal révolutionnaire

PUNIR LES ENNEMIS DU PEUPLE

 FRÉDÉRIC JOFFRE



Le 10 mars 1793, la Convention, au cœur d'une des phases les plus critiques de la Révolution française (1793-1794), créait le Tribunal révolutionnaire, destiné à réprimer toute entreprise contre-révolutionnaire et tout attentat contre l'unité et l'indivisibilité de la République (comme le dira Danton, à l'origine de sa création : « Soyons terribles pour que le peuple n'ait pas à l'être »). Antoine Boulant, historien, spécialiste de la période, renouvelle dans un travail dépouillé, nos connaissances sur cette juridiction, passée

dans l'histoire comme une des plus répressives et partie intégrante de la face noire de la Révolution française. Cette juridiction d'exception, emblématique de la Révolution, sera notamment dominée pendant les deux ans de son existence (1793-1795) par la figure de son accusateur public, l'impitoyable Fouquier-Tinville, cheville ouvrière du tribunal.

Mais c'est surtout l'instrumentalisation politique de l'institution qui est mise en évidence ici. Si, initialement, elle fut créée pour juger les ennemis de la République, les Comités de Salut public et de Sécurité générale (le véritable lieu de pouvoir durant cette période de grande tension) s'en servirent pour éliminer leurs adversaires politiques, en contrôlant jurés et juges, soumis à leur autorité et l'entraînant peu à peu dans une spirale meurtrière, jusqu'à la grande terreur du printemps 1794. Ce sont tous les grands procès politiques de l'époque, entre autres, qui sont détaillés ici : celui des Girondins, de la reine, des dantonistes ainsi que de l'extrême gauche d'Hébert et Chaumette que n'épargnera pas le tribunal. L'exécution de ces figures, parmi les plus populaires de la Révolution, laissera patriotes et sans-culottes sidérés et sans réaction à la chute de Robespierre. Ce tribunal, en l'espace de près de deux ans, prononcera près de quatre mille condamnations dont les deux tiers à la peine capitale et, en définitive, plus de supposés ennemis de la révolution que de vrais contre-révolutionnaires. Ironie de l'histoire, les robespierristes qui s'étaient appuyés sur cette juridiction pour défendre leur pouvoir seront, eux aussi, envoyés à la guillotine sans aucun état d'âme par Fouquier-Tinville, la veille encore leur exécutant. Le même Fouquier-Tinville qui, arrêté peu après, se défendra de tout zèle en assurant qu'il n'avait été qu'un rouage du gouvernement révolutionnaire. Cela ne le sauvera pas, il passe sous le couperet de la guillotine, après les trois mille suppliciés qu'il y avait envoyés, le 7 mai 1795. Le tribunal est dissous immédiatement après son procès par la Convention thermidorienne (bourgeoise) qui suit la fin de la Convention montagnarde. ●

Le Tribunal révolutionnaire – Punir les ennemis du peuple d'Antoine Boulant, éditions Perrin, 300 pages, 23 €.

HISTOIRE

Les Communistes et l'Algérie

 JULIEN SEVRAN



Alain Ruscio n'en est pas à son premier livre et c'est toujours un plaisir de découvrir un de ses nouveaux opus. L'historien ne choisit pas la facilité : il expose, décortique et analyse des sujets et des thèmes que l'historiographie dominante n'a pas l'habitude de traiter ni de manière contradictoire ni dans son développement dialectique. L'engagement anticolonialiste de l'auteur ne lui fait pas abandonner la lucidité et le regard critique qu'il peut porter sur tel ou tel aspect de la lutte anticolonialiste. Dans son ouvrage *Les*

Communistes et l'Algérie, Alain Ruscio aborde toutes les étapes de ce compagnonnage. Depuis les années 20 et la rupture que mène alors le jeune parti communiste par rapport à la vieille social-démocratie sur les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes et le soutien par tous les moyens aux luttes anticolonialistes dans les pays sous domination, jusqu'à la fin de cette guerre d'Algérie qui marqua durablement les consciences françaises.

Si l'on parle aujourd'hui du rapport des communistes à l'Algérie, on est aussi forcé de parler des rapports de la CGT et de l'Algérie, non pas qu'il y ait fusion entre le combat politique et le combat syndical mais parce que l'histoire montre qu'à ces périodes là les salariés communistes étaient la plupart du temps syndiqués à la CGT. On ne peut par exemple oublier que les neuf morts du métro Charonne, assassinés par la police du préfet Papon lors d'une manifestation anti-OAS interdite, étaient tous les neuf des militants CGT et que huit d'entre eux étaient aussi des communistes. On ne peut oublier non plus que le gazier Fernand Iveton, syndiqué à la CGT, puis à l'UGTA, fut condamné à mort et exécuté – François Mitterrand alors garde des Sceaux refusant d'instruire la demande de grâce déposée par ses avocats – pour avoir placé une bombe qui devait exploser bien après la sortie des ouvriers et qui devait priver d'énergie une partie d'Alger. Comme dans toute lutte, des contradictions se font jour. Alain Ruscio montre bien le décalage qui peut exister entre une avant-garde fortement marquée par la cause anticolonialiste et un sentiment général, généré par les médias de l'époque qui donnent une image négative des luttes d'indépendance.

L'auteur note d'ailleurs « *si les cadres de la CGT (hommage au passage à André Tolle, à Marcel Dufriche et à bien d'autres), si les délégués syndicaux ne ménagèrent pas leurs efforts, l'internationalisme, l'antiracisme ne furent jamais totalement implantés dans la classe ouvrière* »*.

La force de ce livre, outre l'intérêt passionnant de sa lecture, c'est qu'il se fonde sur de multiples témoignages et des masses de documents, souvent inédits. ●

* Entretien avec Alain Ruscio, réalisé par Rosa Moussaoui, *l'Humanité* du 22 février 2019.

Les Communistes et l'Algérie d'Alain Ruscio, éditions La Découverte, 2019, 664 pages, 28 €.

La Nature exposée

 YVON HUET

Erri De Luca, auteur italien de grande renommée, fait partie des ces communistes anarchistes – ou anarchistes communistes – enrobés d'une très forte influence judéo-chrétienne. L'expression de son talent de journaliste et d'écrivain a fait le tour du monde. Il n'écrivait qu'assez tard son premier livre, *Une fois, un jour* en 1989 et recevait le Prix européen de littérature en 2013 pour son livre *Montedidio*. *La Nature exposée*, écrit en 2017, est un conte « *aussi contemporain qu'atemporel* », pour reprendre l'expression de Julien Bisson, de la revue *Lire*.

L'auteur exprime avec une sensibilité hors du commun le lien entre un artiste sculpteur qui, après avoir aidé des clandestins à franchir la frontière, est appelé à restaurer une croix de marbre. Va pour le contexte. Reste le chemin de l'écriture qui suit les courbures de l'intuition, en passant par la rencontre avec un ouvrier algérien musulman qui lui permet de réaliser son œuvre, et la souffrance qui prévaut à tout accouchement de création. Erri De Luca sort des sentiers battus pour nous faire découvrir le chemin d'une poésie universelle trempée dans la force d'un humanisme volontariste. ●

La Nature exposée, d'Erri de Luca, décembre 2018, éditions Poche Folio, 158 pages, 6,80 €.





LIBRAIRIE TORCATIS À PERPIGNAN

LA FORCE D'UNE LIBRAIRIE, C'EST SA SUBJECTIVITÉ

 YVON HUET

Parmi les quinze librairies sises à Perpignan, ville de 120 000 habitants, capitale de la Catalogne française, nous avons choisi la librairie Torcatris.

Au-delà d'un bel étalage de livres en plein centre de la ville, 10, rue Maillay, nous avons découvert un trésor de vie culturelle bâti sur une fondation historique particulièrement forte et sympathique, du nom de Torcatris, grand résistant, tué par la milice à Carmaux, pendant la Seconde Guerre mondiale. Roger Costes, libraire professionnel et humaniste passionné, qui a repris la librairie en 1992, nous conte l'histoire de son beau jardin de la culture du livre. La librairie Torcatris est née à la Libération, en 1945, sous l'impulsion de sa femme, Jeanne, avec le soutien d'une coopérative d'enseignants et de syndicalistes souvent militants communistes, d'éditeurs scolaires et de papeterie. Au démarrage de l'aventure, la librairie vendait 95 % de papeterie et le reste n'était que de la librairie scolaire. Le nom de Torcatris envahissait les places, les écoles et l'ouverture

de cette librairie était un hommage rendu à un pédagogue très reconnu, et, qui plus est, nous dit Roger Costes, qui « *composait de la musique et des chansons. Son ouverture à tous les arts en faisait ce que nous appelions hier un honnête homme* ». Et de poursuivre : « *L'histoire de la librairie que mes parents ont reprise en 1962, encore avec Jeanne Torcatris et son frère, colle donc à ce nom qui fait la fierté des citoyens démocrates des Pyrénées-Orientales.* »

Sciences sociales et humaines

La librairie a saisi l'opportunité des événements de Mai 1968 et la suite pour élargir son champ d'ouvrages aux sciences sociales et humaines, avec une augmentation abyssale, à l'époque du nombre d'étudiants, ce qui n'empêcha pas, se rappelle-t-il, une réaction féroce des autorités locales qui la pénalisèrent lourdement.

Après un premier agrandissement par ses parents, Roger Costes a repris la librairie avec son épouse Brigitte en

1992, après avoir passé son bac et suivi la formation de l'école de la librairie. « *Pendant plusieurs années, nous dit-il, nous avons agrandi les locaux, promu le classement des livres par thèmes avec un libraire responsable des rayons, développé une politique d'animation sans laquelle il est impossible de maintenir à niveau la librairie qui fonctionne avec une dizaine de salariés* ».

Plongée dans les arts

En 2015, Roger Costes confie cette information au journal *l'Indépendant*, à l'occasion des soixante-dix ans de la librairie : « *Un jour, passe devant la vitrine Marcel Oms, l'historien et critique de cinéma français. Il pénètre*



L'histoire de la librairie que mes parents ont reprise en 1962, encore avec Jeanne Torcatris et son frère, colle donc à ce nom qui fait la fierté des citoyens démocrates des Pyrénées-Orientales.

Roger Costes, librairie Torcatris



JEAN VIGO CINÉASTE ET SCÉNARISTE

Fils d'un anarchiste catalan mort en prison en 1917, Jean Vigo, après une enfance très dure, trouve la porte d'entrée du cinéma en 1923 et y fait ses débuts en 1930. Il réalisera notamment *Zéro de conduite* en 1933 et *L'Atalante* en 1934. Ce film sera interdit pendant le régime de Vichy et ne pourra être représenté qu'en 1945, à la Libération. François Truffaut avouera qu'il lui devra beaucoup, notamment pour son film *Les quatre cents coups*. Jean Vigo s'éteindra à vingt-neuf ans, en 1934. Reconnu par le monde du cinéma et bien au-delà, Jean Vigo a des noms de places, de rues, certes, mais surtout celui de l'Institut Jean-Vigo, cinémathèque de Perpignan, avec laquelle la librairie Torcatís entretient de très bons rapports.



dans la librairie et tombe en arrêt devant les couvertures des bouquins. Il demande à parler au responsable et rencontre mon père. Il noue avec lui une amitié indéfectible et ils fondent les Amis du Cinéma, précurseur de l'Institut Jean-Vigo dont la librairie sera longtemps le siège social. »

Au troisième étage de la librairie, une salle est réservée aux expositions et aux conférences des auteurs. Les associations de lecteurs y sont les bienvenues et les auteurs peuvent ainsi présenter leurs ouvrages dans un cadre très chaleureux. De nombreux éditeurs et auteurs seront passés par la librairie Torcatís et Roger Costes avoue que l'énergie pour faire marcher la librairie est « *clouée sur place* ». Mais c'est ainsi.



Roger Costes, qui a repris la librairie en 1992.

Louis Torcatís, instituteur et grand résistant



Né le 4 mars 1904 à Tautavel dans les Pyrénées-Orientales, Louis Torcatís, fils de cultivateur, est devenu instituteur en 1926. Mobilisé en 1939, il participe aux combats sur la ligne Maginot. Il est fait prisonnier le 15 juin 1940. Il s'évade lors de son transfert vers l'Allemagne en août. En 1940, il s'engage dans la Résistance sous le nom de Boulou et devient en janvier 1943 le chef départemental de l'armée secrète des Pyrénées Orientales. Il crée fin 1943 les groupes francs des cinq départements de la région R3. Il tombe dans une embuscade le 17 mai 1944 à Carmaux, dans le Tarn. Abattu par la milice et laissé pour mort, il a le temps de prévenir son réseau du danger qui le menace. Il meurt à la clinique de Pia le lendemain. ///

Il voyage dans l'océan des coups de cœur, de la passion de la fiction qui transcende toujours plus qu'un essai ou une conférence le réel, pour apporter matière au savoir et à la réflexion critique.

Le libraire ne doit jamais être neutre

Roger Costes est convaincu que ce qui fait la différence entre un libraire et un autre commerçant, c'est sa subjectivité qui permet aux lecteurs et clients de ne pas venir là par un pur hasard mais avec l'assurance d'un bon conseil, d'une ambiance particulière et chaleureuse, sans forcément partager les convictions du libraire, mais sûr de son honnêteté intellectuelle. À la question « qui tue », qu'en est-il de la culture régionale catalane, il répond : « *Il n'y a pas de culture régionale. La culture catalane fait partie de la culture nationale. Je suis bilingue en langues française et catalane et si on parle de culture régionale, on tombe dans le piège du parisianisme qui cantonne la diversité culturelle dans des cases descendantes.* » Nous souhaitons à l'équipe de la librairie Torcatís longévité et succès dans sa belle aventure culturelle. ●



Ils courent après leurs affaires

Il court, il court, le furet, le furet du bois joli... et les ministres, eux, tentent de se placer avant de sombrer.

 JACQUES DIMET

A quoi jouent-ils donc, tous autant qu'ils sont ? Nous avons un président de la République (du moins élu comme tel) qui redevient chef de parti à quelques semaines des élections européennes et, sentant que le pays dérape (de son point de vue), est désormais en campagne électorale permanente. Gageons que cela sera le cas jusqu'à la fin du quinquennat. Nous avons un Premier ministre qui pendant un temps a joué au président, maintenant la barque gouvernementale pendant que le chef de l'État tenait le crachoir lors de débats qui, eux, tenaient plus de l'incantation que d'un véritable dialogue. Mais le naturel a vite repris le dessus. Ne voulant pas laisser le président seul dans le paysage médiatique, Édouard Philippe s'est bien risqué à deux ou trois débats, mais il a vite arrêté, car la comparaison tournait au désavantage du président. L'ancien ministre éphémère de l'Économie et des Finances de François Hollande la joue, lui, à l'épate : regardez-moi comme je suis brillant, je donne mon avis sur tout, je vous explique, je décide. La démocratie se limite à un seul homme. La France est-elle donc encore gouvernée ? Ou plutôt qui décide pendant que la caravane gouvernementale passe son temps sur les plateaux de télévision ?

Le parti gouvernemental propose une deuxième journée de solidarité. C'est-à-dire du travail gratuit, au moment où la crise des Gilets jaunes démontre que le pouvoir d'achat est une des questions primordiales de notre époque.

Mais les ministres et sous-ministres n'en ont cure, tous occupés qu'ils sont à se placer pour les prochaines municipales (un mandat de maire dure six ans, autant se mettre à l'abri le plus vite possible). En ce sens, ils ont bien appris de leurs grands anciens. L'exemple type est Mounir Mahjoubi, le ministre du numérique qui parle de tout, tout le temps, sur les chaînes d'info en continu sauf, à de quelques rares exceptions près, du travail de son ministère. Il est vrai que l'homme est obnubilé par la mairie de Paris. Socialiste quand il fallait être socialiste pour approcher du pouvoir, il est devenu macroniste quand l'ancien secrétaire général adjoint de l'Élysée est devenu la roue de secours de la hollandie en perdition, en s'alliant ouvertement avec une large partie de la droite.



Le parti gouvernemental propose une deuxième journée de solidarité. C'est à dire du travail gratuit, au moment où la crise des Gilets jaunes démontre que le pouvoir d'achat est une des questions primordiales de notre époque.

Mounir Mahjoubi fait tout comme son maître à penser (c'est sans doute, avec Castaner, le ministre le plus brosse à reluire du gouvernement). A peine nommé ministre des Finances, Emmanuel Macron se consacrait, aux dépens de son travail gouvernemental, à la création de son mouvement, allant récolter des fonds à Londres et préparant – avec l'appui des caciques socialistes – la présidentielle. Mounir Mahjoubi fait de même. Il passe son temps à pérorer sur les plateaux de télévision qu'il veut être maire de Paris, qu'Anne Hidalgo n'est plus ce qu'elle était, qu'il ne veut pas du « communisme municipal » (*sic*), que le 19^e arrondissement de Paris où il fut élu député est sale. Son travail de ministre ? Ah ben que oui, doit bien y avoir des conseillers pour faire ça. Et, cerise sur le gâteau, l'autre soir, interrogé sur France info, le ministre a continué à affirmer qu'il était député. C'est le journaliste qui a dû lui faire remarquer qu'étant ministre il ne l'était plus. Mais si, je suis député, a-t-il répondu en substance ; pour les gens c'est moi le député. C'est moi ! C'est moi ! Sa suppléante qui l'a remplacé doit apprécier. Ce drôle de petit monde se contrefout bien de la réalité et de la façon dont les femmes et les hommes vivent. Ils courent après leurs petites affaires. Le retour de bâton risque d'être dur pour eux. Espérons-le. ●



→ KLESIA A MIS L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES HANDICAPÉES ET DE LEURS FAMILLES AU CŒUR DE SES PRIORITÉS

- Accès à des services à domicile avec Domissimo
- Aides financières : aménagements spécifiques, des structures de répit
- Orientation vers des lieux d'hébergement collectif
- Accès à des séjours de vacances adaptés pour les personnes et leurs familles



Un ensemble de services à destination des aidants familiaux

→ KLESIA APPUIE LE MAINTIEN ET LE RETOUR À L'EMPLOI DES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

- Bilans de retour à l'emploi pour les salariés victimes d'un accident invalidant
- Appui à la déclaration de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (DOETH)
- Accompagnement dans la mise en place de politiques Handicap



Village KLESIA, une exposition itinérante pour sensibiliser le plus grand nombre aux situations de handicap

→ KLESIA SOUTIENT LA RECHERCHE ET L'INNOVATION

Le Prix KLESIA Accompagnement handicap récompense tous les ans les 4 meilleurs projets issus du monde associatif



KLESIA soutient la recherche médicale à travers l'Institut du cerveau et de la moelle épinière depuis sa création en 2009

LETTRES françaises

Les Lettres françaises reviennent au papier

Le journal culturel dont Aragon fut le directeur de 1953 à 1972,
s'offre une nouvelle vie après plusieurs années de publications sur le net, en pdf.

*« Nous serons peut-être au début une petite armée.
Mais avec vous, nous devons gagner ce pari, le pari de l'intelligence,
dans un temps où l'obscurantisme pèse sur nos esprits
comme une chape de plomb. Alors, allons y ! »*

Jean Ristat

Directeur des *Lettres françaises*



BULLETIN D'ABONNEMENT AUX LETTRES FRANÇAISES

Version papier. Je désire m'abonner aux *Lettres françaises*.

Pour ce faire j'utilise une des propositions d'abonnement :

11 numéros de 16 pages – **20 euros**

11 numéros de 16 pages et 2 hors série – **35 euros**

Soutien – **50 euros** et plus

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail : Téléphone :

Chèques à l'ordre de SEPC-Helvétius, en indiquant au dos *Les lettres françaises*

Bon de commande à retourner à l'adresse suivante : **SAS-Helvétius, 21 place Maurice-Thorez Local, 1, 94800 Villejuif**
abonnementsLLF@editionshelvetius.com



AG2R LA MONDIALE

Santé et Prévoyance

ON SE COMPREND MIEUX QUAND ON EST PROCHE

Nous sommes l'interlocuteur privilégié des branches professionnelles dans la mise en place et le suivi des régimes de protection sociale complémentaires conventionnels de santé et de prévoyance.

Déployées sur plus de **100 sites en région**, nos équipes de terrain interviennent au plus près des entreprises et des salariés, des employeurs et des particuliers.

Et, **solidaires** parce que nous ne voulons oublier personne, nous renforçons notre **engagement social** auprès des plus fragiles.



**EXPERTISE
ACCOMPAGNEMENT**

PROXIMITÉ

SOLIDARITÉ

Pour en savoir plus :
Joël Bienassis
Direction des Accords Collectifs

Tél. : 01 76 60 85 32
dac-interpro@ag2rlamondiale.fr



RESTEZ syndiqué.e

Pour **la défense** de vos “conquis” sociaux,
pour **la continuité syndicale** !

Dans le contexte de restrictions budgétaires actuelles et de remise en cause de nos conquits sociaux, il nous semble important de rappeler que l'impact de l'évolution sociale ne s'arrête pas en quittant l'entreprise pour une retraite, voire préretraite. Bien au contraire, il a tendance à s'aggraver.

La réforme des retraites qui se profile, avec, entre autres, la remise en cause de la pension de réversion, demande une riposte dans laquelle le tous-ensemble, actifs-retraités, prend tout son sens.

LA NÉCESSITÉ, quitte à lasser, **DE LA CONTINUITÉ SYNDICALE PREND DE PLUS EN PLUS D'IMPORTANCE.**

C'est pourquoi, suite à une décision du Conseil national de l'Union fédérale des retraités FILPAC CGT, nous vous rappelons les services que peut rendre notre UFR, ne serait-ce que par le biais des camarades qui siègent dans les différents conseils d'administration des caisses et institutions de protection sociale de nos branches professionnelles.

Ces contacts vous aideront à résoudre les problèmes administratifs que vous pouvez rencontrer avant votre préretraite ou retraite, voire au fil de votre nouvelle situation. L'UFR vous adressera également des publications indispensables pour enrichir votre analyse et jugement sur la situation économique et sociale.

Pour tout renseignement s'adresser à :

- Île-de-France / **Jean-Pierre Ghiotto** : 06 73 84 46 71
- Normandie / **Patrick Varin** : 06 12 02 10 11
- Bretagne - Pays-de-la-Loire / **Michel Bougier** : 06 87 50 51 66
- Hauts-de-France / **Alain Rabin** : 06 21 35 39 79
- Grand-Est / **Michel Têche** : 06 07 96 32 57
- Grand-Est et Bourgogne-Franche-Comté / **Daniel Muller** : 06 08 47 18 22
- Nouvelle-Aquitaine / **Serge Audonnet** : 06 03 15 14 73
- Occitanie / **Gérard Richaud** : 06 30 20 15 31